

REFONDUE JUSQU'AU 22 AVRIL 2026

Cette refonte vous est fournie à titre de commodité seulement et ne doit pas être considérée comme un document qui fait autorité.

NORME CANADIENNE 81-106 SUR L'INFORMATION CONTINUE DES FONDS D'INVESTISSEMENT

PARTIE 1 DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

1.1 Définitions

Dans la présente Norme canadienne, on entend par :

« assemblage » : la procédure consistant à joindre un exemplaire imprimé de la circulaire et, le cas échéant, des états financiers du fonds d'investissement aux documents à envoyer afin de recourir aux procédures de notification et d'accès en vertu de l'article 12.2.1;

« assemblée » : sauf aux articles 10.2, 10.3 et 16.3, une assemblée des porteurs d'un fonds d'investissement;

« avis de la date de l'assemblée et de la date de clôture des registres » : un avis de la date de l'assemblée et de la date de clôture des registres au sens de l'article 1.1 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;

« bourse d'études » : toute somme, à l'exception d'un remboursement de cotisations, qui est payée ou payable directement ou indirectement en vue des études d'un bénéficiaire désigné dans le cadre d'un plan d'épargne-études;

« changement important » : par rapport à un fonds d'investissement, selon le cas :

- a) soit un changement dans l'activité, l'exploitation ou les affaires du fonds d'investissement qui serait considéré comme important par un investisseur raisonnable au moment de décider s'il doit souscrire des titres du fonds ou les conserver;
- b) soit la décision de mettre en œuvre un changement visé à l'alinéa a) prise,

- i) par le conseil d'administration du fonds d'investissement ou de son gestionnaire ou par d'autres personnes jouant un rôle similaire;
- ii) par la haute direction du fonds d'investissement, qui croit probable la confirmation de la décision par le conseil d'administration ou par d'autres personnes jouant un rôle similaire;
- iii) par la haute direction du gestionnaire du fonds d'investissement, qui croit probable la confirmation de la décision par son propre conseil d'administration ou par d'autres personnes jouant un rôle similaire;

« circulaire » : un document établi conformément à l'Annexe 51-102A5 de la Norme canadienne 51-102 sur les *obligations d'information continue*;

« comité d'examen indépendant » : le comité d'examen indépendant du fonds d'investissement établi en vertu de la Norme canadienne 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement;

« contrat important » : pour un fonds d'investissement, tout document qu'il serait tenu d'indiquer dans le prospectus simplifié conformément à la rubrique 4.17 de la partie A de l'Annexe 81-101A1 de la Norme canadienne 81-101 sur le *régime de prospectus des organismes de placement collectif* s'il déposait un prospectus simplifié conformément à cette règle;

« documents reliés aux procurations » : les documents pour les porteurs de titres relativement à une assemblée qu'une personne ou société sollicitant des procurations est tenue d'envoyer aux porteurs inscrits ou aux propriétaires véritables des titres d'un fonds d'investissement en vertu du droit des sociétés ou de la législation en valeurs mobilières;

« entreprise ayant une obligation d'information du public » : une entreprise ayant une obligation d'information du public au sens du Manuel de l'ICCA;

« envoyer » : notamment remettre ou transmettre par quelque moyen que ce soit, ou prendre des dispositions à cet égard;

« état des variations de la situation financière » : tout état des variations des capitaux propres ou état des variations de l'actif net attribuable aux porteurs;

« états financiers » : les états financiers, y compris les rapports financiers intermédiaires;

« évaluateur indépendant » : tout évaluateur qui est indépendant du fonds de travailleurs ou de capital de risque et possède la qualification requise;

« évaluation indépendante » : l'évaluation de l'actif et du passif ou des placements en capital-risque d'un fonds de travailleurs ou de capital de risque, établie conformément à la partie 8, qui contient l'opinion d'un évaluateur indépendant

quant à la valeur actuelle de l'actif et du passif ou des placements en capital-risque;

« EVCC » : toute *employee venture capital corporation* dont l'acte constitutif n'est pas restrictif, qui est inscrite en vertu de la partie 2 du *Employee Investment Act* (R.S.B.C. 1996 c. 112) de la Colombie-Britannique, et qui a pour objectif de faire des placements;

« exercice de transition » : l'exercice d'un fonds d'investissement au cours duquel survient un changement de la date de clôture de l'exercice;

« fonds de travailleurs ou de capital de risque » : selon le cas :

- a) tout fonds de travailleurs ou toute société à capital de risque de travailleurs constitués en vertu d'une loi provinciale;
- b) toute société à capital de risque de travailleurs agréée ou visée par règlement au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, c.1 (5^e suppl.);
- c) toute EVCC;
- d) toute VCC;

« fonds d'investissement » : tout organisme de placement collectif ou fonds d'investissement à capital fixe y compris, en Colombie-Britannique, toute EVCC ou VCC;

« fonds d'investissement à capital fixe » : l'émetteur qui réunit les caractéristiques suivantes :

- a) il a pour objet principal d'investir les sommes d'argent qui lui sont fournies par ses porteurs;
- b) il n'effectue pas d'investissement :
 - i) soit dans le but d'exercer ou de chercher à exercer le contrôle d'émetteurs, à l'exception de tout émetteur qui est un organisme de placement collectif ou un fonds d'investissement à capital fixe;
 - ii) soit dans le but de participer activement à la gestion des émetteurs dans lesquels il investit, à l'exception de tout émetteur qui est un organisme de placement collectif ou un fonds d'investissement à capital fixe;
- c) il n'est pas un organisme de placement collectif;

« frais de gestion » : le total des frais payés ou à payer par le fonds d'investissement à son gestionnaire ou à un de ses conseillers en valeurs ou encore à un conseiller de ces derniers, y compris la rémunération au rendement, mais à l'exclusion des charges opérationnelles du fonds;

« information trimestrielle sur le portefeuille » : l'information établie conformément à la partie 6;

« intermédiaire » : un intermédiaire au sens de l'article 1.1 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;

« notation désignée » : une notation désignée au sens de la Norme canadienne 81-102 sur les *fonds d'investissement*;

« Norme canadienne 51-102 » : la Norme canadienne 51-102 sur les *obligations d'information continue*;

« OPC présent dans le territoire » : l'organisme de placement collectif, c'est-à-dire, la société d'investissement à capital variable ou le fonds commun de placement, qui est émetteur assujetti dans le territoire intéressé ou qui est constitué en vertu des lois de celui-ci, à l'exception d'un organisme de placement collectif fermé au sens de la Norme canadienne 62-103 sur le *système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initié*;

« période intermédiaire » : par rapport à un fonds d'investissement :

- a) soit la période d'au moins trois mois se terminant six mois avant la date de clôture de son exercice;
- b) soit, dans le cas de son exercice de transition, la période commençant le premier jour de l'exercice de transition et se terminant six mois après la fin de l'ancien exercice;

« placement en capital-risque » : un placement dans une société fermée ou un placement effectué en vertu d'une loi provinciale sur les fonds de travailleurs ou de capital de risque ou de la Loi de l'impôt sur le revenu;

« plan de bourses d'études » : le contrat en vertu duquel les cotisations à des plans d'épargne-études sont mises en commun en vue de verser des bourses d'études aux bénéficiaires désignés;

« plan d'épargne-études » : le contrat conclu entre une ou plusieurs personnes et une autre personne ou une organisation en vertu duquel l'autre personne ou l'organisation s'engage à payer ou à faire payer à un ou plusieurs bénéficiaires désignés dans le contrat ou en leur faveur des bourses d'études;

« premier intermédiaire » : un premier intermédiaire au sens de l'article 1.1 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;

« procédures de notification et d'accès » : les procédures de transmission visées à l'article 12.2.1;

« propriétaire véritable non opposé » : un propriétaire véritable non opposé au sens de l'article 1.1 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;

« rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds » : le document établi conformément à la partie B de l'Annexe 81-106A1;

« rapport de la direction sur le rendement du fonds » : le rapport annuel ou intermédiaire de la direction sur le rendement du fonds;

« rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du fonds » : le document établi conformément à la partie C de l'Annexe 81-106A1;

« ratio des frais de gestion » : le ratio des charges d'un fonds d'investissement par rapport à sa valeur liquidative moyenne, exprimé en pourcentage et calculé conformément à la partie 15;

« site Web désigné » : à l'égard d'un fonds d'investissement, le site Web désigné par celui-ci conformément à l'article 16.1.2;

« valeur actuelle » : la valeur d'un élément d'actif ou de passif du fonds d'investissement calculée conformément aux PCGR canadiens;

« valeur liquidative » : la valeur de l'actif total du fonds d'investissement moins la valeur de son passif total, à l'exception de l'actif net attribuable aux porteurs, à une date donnée, calculée conformément à la partie 14;

« VCC » : toute *venture capital corporation* qui est inscrite en vertu de la partie 1 du *Small Business Venture Capital Act* (R.S.B.C. 1996 c. 429) de la Colombie-Britannique et qui a pour objectif de faire des placements;

1.2 Champ d'application

- 1) Sauf disposition contraire, la présente règle s'applique :
 - a) au fonds d'investissement qui est émetteur assujetti;
 - b) sous réserve du paragraphe 2, à l'OPC présent dans le territoire.

- 2) Malgré l'alinéa 1)b), en Alberta, en Colombie-Britannique, au Manitoba et à Terre-Neuve-et-Labrador, la présente règle ne s'applique pas à l'organisme de placement collectif qui n'est pas émetteur assujetti.
- 3) **[Abrogé]**
- 4) Malgré le paragraphe 1, au Québec, la présente règle ne s'applique pas aux émetteurs assujettis constitués en vertu des lois suivantes :
 - a) la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.), L.R.Q., c. F-3.2.1;
 - b) la Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, L.R.Q., c. F-3.1.2;
 - c) la Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins, L.R.Q., c. C-6.1.

1.3 Interprétation

- 1) Chaque section, partie, catégorie ou série d'une catégorie de titres du fonds d'investissement qu'on peut rattacher à un portefeuille d'actifs distinct est considérée comme un fonds d'investissement distinct pour l'application de la présente règle.
- 2) Les expressions utilisées mais non définies à l'article 1.1 de la présente règle qui sont définies dans la Norme canadienne 81-102 sur les *fonds d'investissement* ont le sens qui leur est attribué dans cette règle.
- 3) Les expressions utilisées dans la présente règle qui sont définies dans la Norme canadienne 81-105 sur les *pratiques commerciales des organismes de placement collectif* ont le sens qui leur est attribué dans cette règle, sous réserve que soit remplacée, dans ces définitions, l'expression « O.P.C. » par « fonds d'investissement ».

1.4 Langue des documents

- 1) La personne qui dépose un document conformément à la présente règle peut le déposer en version française ou anglaise.
- 2) Le fonds d'investissement qui dépose un document en version française ou anglaise, mais envoie aux porteurs une version du document dans l'autre langue, dépose cette autre version au plus tard au moment où elle est envoyée aux porteurs.
- 3) Au Québec, le fonds d'investissement doit respecter les obligations et les droits linguistiques prévus par la loi du Québec.

PARTIE 2 ÉTATS FINANCIERS

2.1. États financiers annuels comparatifs et rapport d'audit

- 1) Le fonds d'investissement dépose les états financiers annuels de son dernier exercice qui contiennent ce qui suit :
 - a) l'état de la situation financière à la fin de l'exercice et l'état de la situation financière à la fin de l'exercice précédent;
 - b) l'état du résultat global de l'exercice et l'état du résultat global de l'exercice précédent;
 - c) l'état des variations de la situation financière de l'exercice et l'état des variations de la situation financière de l'exercice précédent;
 - d) pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, le tableau des flux de trésorerie de l'exercice et le tableau des flux de trésorerie de l'exercice précédent;
 - e) l'inventaire du portefeuille à la fin de l'exercice;
 - f) l'état de la situation financière au début de l'exercice précédent dans le cas du fonds d'investissement dont les états financiers annuels contiennent une déclaration sans réserve de conformité aux IFRS et qui remplit l'une des conditions suivantes :
 - i) il applique une méthode comptable de manière rétrospective dans ses états financiers annuels;
 - ii) il retraite rétrospectivement des postes de ses états financiers annuels;
 - iii) il reclasse des éléments dans ses états financiers annuels;
 - g) les notes des états financiers annuels.
- 2) Les états financiers annuels déposés en vertu du paragraphe 1 sont accompagnés du rapport d'audit.

2.2 Délai de dépôt des états financiers annuels

Les états financiers annuels et le rapport d'audit dont le dépôt est prévu à l'article 2.1 sont déposés au plus tard le 90^e jour suivant la fin du dernier exercice du fonds d'investissement.

2.3 Rapport financier intermédiaire

Le fonds d'investissement dépose le rapport financier intermédiaire de sa dernière période intermédiaire qui contient ce qui suit :

- a) l'état de la situation financière à la fin de la période intermédiaire et l'état de la situation financière à la fin de l'exercice précédent;
- b) l'état du résultat global de la période intermédiaire et l'état du résultat global de la période correspondante de l'exercice précédent;
- c) l'état des variations de la situation financière de la période intermédiaire et l'état des variations de la situation financière de la période correspondante de l'exercice précédent;
- d) pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, le tableau des flux de trésorerie de la période intermédiaire et le tableau des flux de trésorerie de la période correspondante de l'exercice précédent;
- e) l'inventaire du portefeuille à la fin de la période intermédiaire;
- f) l'état de la situation financière au début de l'exercice précédent dans le cas du fonds d'investissement dont le rapport financier intermédiaire contient une déclaration sans réserve de conformité à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et qui remplit l'une des conditions suivantes :
 - i) il applique une méthode comptable de manière rétrospective dans son rapport financier intermédiaire;
 - ii) il retraite rétrospectivement des postes de son rapport financier intermédiaire;
 - iii) il reclasse des éléments dans son rapport financier intermédiaire;
- g) les notes du rapport financier intermédiaire.

2.4. Délai de dépôt du rapport financier intermédiaire

Le rapport financier intermédiaire dont le dépôt est prévu à l'article 2.3 est déposé au plus tard le 60^e jour suivant la fin de la dernière période intermédiaire du fonds d'investissement.

2.5 Approbation des états financiers

- 1) Le conseil d'administration du fonds d'investissement constitué sous forme de société par actions approuve les états financiers avant qu'ils ne soient déposés ou mis à la disposition des porteurs ou souscripteurs éventuels de titres du fonds d'investissement.

- 2) Un fiduciaire du fonds d'investissement constitué sous forme de fiducie, ou une autre personne autorisée à cette fin par les documents constitutifs du fonds d'investissement, approuve les états financiers avant qu'ils ne soient déposés ou mis à la disposition des porteurs ou souscripteurs éventuels de titres du fonds d'investissement.

2.6. Principes comptables acceptables

- 1) Pour les exercices ouverts avant le 1^{er} janvier 2014, les états financiers du fonds d'investissement sont établis selon les PCGR canadiens applicables aux sociétés ouvertes.
- 2) Pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, les états financiers du fonds d'investissement sont établis selon les PCGR canadiens applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public.
- 3) Les états financiers sont établis selon les mêmes principes comptables pour toutes les périodes qui y sont présentées.

2.7. Normes d'audit acceptables

- 1) Les états financiers dont l'audit est obligatoire sont audités en conformité avec les NAGR canadiennes.
- 2) Pour les exercices ouverts avant le 1^{er} janvier 2014, les états financiers audités sont accompagnés d'un rapport d'audit, établi en conformité avec les NAGR canadiennes, qui remplit les conditions suivantes :
 1. il n'exprime pas de restriction ou d'opinion modifiée;
 2. il indique toutes les périodes comptables présentées pour lesquelles l'auditeur a délivré un rapport d'audit;
 3. si le fonds d'investissement a changé d'auditeur et qu'une période comparative présentée dans les états financiers a été auditée par un auditeur différent, il renvoie au rapport d'audit de l'ancien auditeur sur la période comparative;
 4. il indique les normes d'audit appliquées pour faire l'audit et les principes comptables appliqués pour établir les états financiers.
- 3) Pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, les états financiers audités sont accompagnés d'un rapport d'audit, établi en conformité avec les NAGR canadiennes, qui remplit les conditions suivantes :
 1. il exprime une opinion non modifiée;

2. il indique toutes les périodes comptables présentées pour lesquelles l'auditeur a délivré un rapport d'audit;
3. il est dans la forme prévue par les NAGR canadiennes pour l'audit d'états financiers établis conformément à un référentiel reposant sur le principe d'image fidèle;
4. il renvoie aux IFRS comme le référentiel reposant sur le principe d'image fidèle;
5. si le fonds d'investissement a changé d'auditeur et qu'une période comparative présentée dans les états financiers a été auditée par un prédécesseur, les états financiers sont accompagnés du rapport d'audit du prédécesseur sur la période comparative ou le rapport d'audit renvoie à ce rapport.

2.8 Auditeurs acceptables

Le rapport d'audit est établi et signé par une personne qui est autorisée à signer un rapport d'audit par les lois d'un territoire du Canada et qui respecte les normes professionnelles de ce territoire.

2.9 Changement de la date de clôture de l'exercice

- 1) Le présent article s'applique au fonds d'investissement qui est émetteur assujéti.
- 2) L'article 4.8 de la Norme canadienne 51-102 s'applique au fonds d'investissement qui change la date de clôture de son exercice, sous réserve des adaptations suivantes :
 - a) le terme « période intermédiaire » s'entend au sens de la présente règle;
 - b) l'obligation d'inclure les états financiers visés par la Norme canadienne 51-102 est remplacée par celle prévue par la présente partie;
 - c) le délai de dépôt prévu au paragraphe 4.8(2) de la Norme canadienne 51-102 est remplacé par celui prévu aux articles 2.2 et 2.4 de la présente règle.
- 3) Malgré l'article 2.4, le fonds d'investissement n'est tenu de déposer le rapport financier intermédiaire d'aucune période d'un exercice de transition si celui-ci est d'une durée inférieure à neuf mois.
- 4) Malgré les alinéas a et b des paragraphes 7 et 8 de l'article 4.8 de la Norme canadienne 51-102 sur les *obligations d'information continue*, le

fonds d'investissement inclut à titre d'information comparative :

- a) dans le rapport financier de la période intermédiaire de l'exercice de transition :
 - i) l'état de la situation financière à la fin de son ancien exercice;
 - ii) l'état du résultat global, l'état des variations de la situation financière et le tableau des flux de trésorerie de la période intermédiaire de l'ancien exercice;
- b) dans le rapport financier de la période intermédiaire du nouvel exercice :
 - i) l'état de la situation financière à la fin de l'exercice de transition;
 - ii) l'état du résultat global, l'état des variations de la situation financière et le tableau des flux de trésorerie de la période antérieure de douze mois à cette période.

2.10 Modification de structure juridique

Le fonds d'investissement qui est émetteur assujetti et qui est partie à une fusion, un arrangement, une liquidation, une réorganisation ou à une autre opération au terme de laquelle, selon le cas :

- a) il cessera d'exister ou d'être émetteur assujetti;
- b) une autre entité deviendra un fonds d'investissement;
- c) la date de clôture de son exercice sera modifiée;
- d) il changera de nom;

dépose, le plus tôt possible et au plus tard à l'expiration du délai pour le premier document à déposer en vertu de la présente règle à la suite de l'opération, un avis indiquant :

- e) le nom des parties à l'opération;
- f) une description de l'opération;
- g) la date de prise d'effet de l'opération;
- h) s'il y a lieu, le nom de chaque partie qui cesse d'exister ou d'être émetteur assujetti à la suite de l'opération ainsi que le nom de toute entité subsistante;

- i) s'il y a lieu, la date de clôture du premier exercice du fonds d'investissement après l'opération;
- j) s'il y a lieu, les périodes comptables, y compris les périodes correspondantes de l'exercice précédent le cas échéant, couvertes par le rapport financier intermédiaire et les états financiers annuels que le fonds d'investissement dépose au cours de son premier exercice après l'opération.

2.11 Dispense de l'obligation de dépôt visant l'organisme de placement collectif qui n'est pas émetteur assujéti

L'organisme de placement collectif qui n'est pas émetteur assujéti est dispensé de l'application de l'article 2.1 ou 2.3 lorsqu'il remplit les conditions suivantes:

- a) il établit ses états financiers conformément à la présente règle;
- b) il transmet ses états financiers aux porteurs conformément à la partie 5 dans les mêmes délais que s'ils devaient être déposés;
- c) il a avisé l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières qu'il se prévaut de la présente dispense;
- d) il a indiqué dans une note afférente aux états financiers qu'il se prévaut de la présente dispense.

2.12. Information sur l'examen du rapport financier intermédiaire par l'auditeur

- 1) Le présent article s'applique au fonds d'investissement qui est émetteur assujéti.
- 2) Si l'auditeur n'a pas effectué l'examen du rapport financier intermédiaire à déposer, le rapport financier intermédiaire est accompagné d'un avis en faisant état.
- 3) Si le fonds d'investissement a engagé un auditeur pour examiner le rapport financier intermédiaire à déposer et que l'auditeur n'a pu terminer l'examen, le rapport financier intermédiaire est accompagné d'un avis indiquant ce fait et les motifs.
- 4) Si l'auditeur a effectué l'examen du rapport financier intermédiaire à déposer et formulé une restriction dans le rapport d'examen intermédiaire, le rapport financier intermédiaire est accompagné d'un rapport d'examen écrit de l'auditeur.

PARTIE 3 INFORMATION FINANCIÈRE À FOURNIR

3.1. État de la situation financière

L'état de la situation financière du fonds d'investissement présente les éléments suivants dans des postes distincts, à la valeur actuelle :

1. l'encaisse, les dépôts à terme et, s'ils ne sont pas inclus dans l'inventaire du portefeuille, les titres de créance à court terme;
2. les placements;
3. les débiteurs relatifs aux titres émis;
4. les débiteurs relatifs aux éléments d'actif du portefeuille vendus;
5. les débiteurs relatifs à la couverture payée ou déposée sur des contrats à terme standardisés ou des contrats à terme de gré à gré;
6. les montants à recevoir ou à payer à l'égard des opérations sur dérivés, y compris les primes et les escomptes reçues ou payées;
7. les dépôts auprès de courtiers visant à couvrir la vente de titres en portefeuille à découvert;
8. les charges à payer;
9. la rémunération au rendement à payer;
10. les titres en portefeuille vendus à découvert;
11. les éléments de passif liés aux titres rachetés;
12. les éléments de passif liés aux éléments d'actif du portefeuille achetés;
13. l'impôt sur le résultat à payer;
14. le total des capitaux propres ou l'actif net attribuable aux porteurs, et, s'il y a lieu, pour chaque catégorie ou série;
15. le total des capitaux propres par titre ou l'actif net attribuable aux porteurs par titre, ou, s'il y a lieu, par titre de chaque catégorie ou série.

3.2 État du résultat global

- 1) L'état du résultat global du fonds d'investissement présente les éléments suivants dans des postes distincts :

1. le produit de dividende;
2. le produit d'intérêts;
3. les revenus provenant des dérivés;
4. les produits provenant des prêts de titres;
5. les frais de gestion, à l'exception de la rémunération au rendement;
6. la rémunération au rendement;
7. les honoraires d'audit;
8. la rémunération des administrateurs ou des fiduciaires;
- 8.1. la rémunération des membres du comité d'examen indépendant;
9. les frais de garde;
10. les honoraires d'avocat;
- 10.1. les courtages et autres coûts d'opérations de portefeuille.
11. le coût de la communication de l'information aux porteurs;
12. **[Abrogé]**
13. les sommes qui auraient été normalement payables par le fonds d'investissement, mais auxquelles a renoncé le gestionnaire ou un conseiller en valeurs du fonds d'investissement ou qui ont été payées par l'un d'eux;
14. les impôts sur le résultat;
15. **[Abrogé]**
16. les gains ou les pertes réalisés;
17. les gains ou les pertes non réalisés;
- 17.1. si elles sont comptabilisées en charges, les distributions, en présentant séparément celles provenant du revenu de placement net et celles provenant des gains réalisés à la vente d'éléments d'actif du portefeuille;
18. l'augmentation ou la diminution du total des capitaux propres provenant de l'exploitation, ou de l'actif net attribuable aux

porteurs provenant de l'exploitation, à l'exclusion des distributions.

19. **[Abrogé]**

3.3 État des variations de la situation financière

L'état des variations de la situation financière du fonds d'investissement présente les éléments suivants dans des postes distincts :

1. le total des capitaux propres ou l'actif net attribuable aux porteurs au début de la période;
2. **[Abrogé]**
3. le produit de l'émission de titres du fonds d'investissement;
4. le montant global des rachats de titres du fonds d'investissement;
5. le montant des titres émis au réinvestissement des distributions;
6. si elles ne sont pas comptabilisées en charges, les distributions, en présentant séparément celles provenant du revenu de placement net et celles provenant des gains réalisés à la vente d'éléments d'actif du portefeuille;
 - 6.1 le remboursement de capital;
7. le total des capitaux propres ou l'actif net attribuable aux porteurs à la fin de la période.

3.4 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie du fonds d'investissement présente les éléments suivants dans des postes distincts :

1. **[Abrogé]**
2. le produit de la cession d'éléments d'actif du portefeuille;
3. les paiements relatifs à l'achat d'éléments d'actif du portefeuille;
4. le produit de l'émission de titres du fonds d'investissement;
5. le montant global des rachats de titres du fonds d'investissement;
6. la rémunération payée pour le placement de titres du fonds d'investissement.

3.5 Inventaire du portefeuille

- 1) L'inventaire du portefeuille du fonds d'investissement présente les éléments suivants pour chaque élément d'actif du portefeuille détenu ou vendu à découvert :
 1. le nom de l'émetteur;
 2. une description comprenant :
 - a) dans le cas d'un titre de capitaux propres, la dénomination de la catégorie du titre;
 - b) dans le cas d'un titre de créance non visé à la disposition c), toutes les caractéristiques ordinairement utilisées dans le commerce pour l'identifier, notamment le nom du titre, le taux du coupon, la date d'échéance, l'indication, le cas échéant, que le titre est convertible ou échangeable, et l'indication du rang du titre s'il sert à l'identifier;
 - c) dans le cas d'un titre de créance visé à la définition d'« OPC marché monétaire » de la Norme canadienne 81-102 sur les *fonds d'investissement*, le nom du titre, le taux d'intérêt et la date d'échéance;
 - d) dans le cas d'un élément d'actif de portefeuille non visé à la disposition a), b) ou c), le nom de l'élément et les modalités importantes ordinairement utilisées dans le commerce pour le décrire;
 3. le nombre ou la valeur nominale globale;
 4. le coût;
 5. la valeur actuelle;
- 2) Pour l'application du paragraphe 1), l'information sur les positions vendeur et les positions acheteur est présentée séparément.
- 3) Pour l'application du paragraphe 1) et sous réserve du paragraphe 2), l'information sur les éléments d'actif du portefeuille qui ont la même description et le même émetteur est regroupée.
- 4) **[Abrogé]**
- 5) **[Abrogé]**

- 6) Le fonds d'investissement qui a des positions sur dérivés fournit soit dans l'inventaire du portefeuille, soit dans les notes de celui-ci, les éléments suivants :
- a) dans le cas des positions vendeur et acheteur sur options :
 - i) la quantité de l'élément sous-jacent, le nombre d'options, l'élément sous-jacent, le prix d'exercice, le mois et l'année d'échéance, le coût et la valeur actuelle;
 - ii) si l'élément sous-jacent est un contrat à terme standardisé, l'information qui s'y rapporte visée au sous-alinéa i);
 - b) dans le cas des positions sur contrats à terme standardisés et contrats à terme de gré à gré, le nombre de contrats, l'élément sous-jacent, le prix auquel ils ont été conclus, le mois et l'année de livraison et la valeur actuelle;
 - c) dans le cas des positions sur swaps, le nombre de contrats de swap, l'élément sous-jacent, le principal ou le notionnel, les dates de paiement et la valeur actuelle;
 - d) une mention indiquant que la notation de la contrepartie a baissé sous le niveau de la notation désignée.
- 7) S'il y a lieu, l'inventaire du portefeuille inclus dans les états financiers du fonds d'investissement ou les notes de l'inventaire du portefeuille indiquent l'élément sous-jacent qui est couvert par chaque position sur un dérivé.
- 8) Dans le cas des créances hypothécaires, le fonds d'investissement peut remplacer les renseignements prévus au paragraphe 1) par les renseignements suivants :
- a) le nombre total de créances détenues;
 - b) la valeur actuelle globale des créances détenues;
 - c) la ventilation du nombre et de la valeur actuelle des créances selon qu'il s'agit de créances assurées en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), de créances hypothécaires ordinaires assurées ou de créances hypothécaires ordinaires non assurées;
 - d) la ventilation du nombre et de la valeur actuelle des créances, selon qu'elles sont remboursables par anticipation ou non;

- e) la ventilation du nombre, de la valeur actuelle, du coût non amorti et du solde du capital, par tranche d'intérêt contractuel d'au plus 0,25 %.
- 9) Le fonds d'investissement tient des livres de toutes ses opérations de portefeuille.

3.6 Notes des états financiers

- 1) Les notes des états financiers du fonds d'investissement comportent les informations suivantes :
- 1. le fondement sur lequel sont déterminés la valeur actuelle et le coût de l'actif du portefeuille, ainsi que la méthode de détermination du coût si elle ne repose pas sur le coût moyen de l'actif du portefeuille;
 - 1.1. pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, la méthode de classement des titres en circulation du fonds d'investissement, ou de chaque catégorie ou série de ses titres en circulation, en instruments de capitaux propres ou en passifs financiers;
 - 2. dans le cas du fonds d'investissement qui a plus d'une catégorie de titres ayant des droits de même rang sur l'actif net, mais comportant des différences à d'autres égards :
 - a) le nombre de titres autorisés de chaque catégorie ou série;
 - b) le nombre de titres émis et en circulation dans chaque catégorie ou série;
 - c) **[Abrogé]**
 - d) une description de la méthode de répartition des revenus et des charges, ainsi que des gains et des pertes en capital réalisés et non réalisés entre les catégories;
 - e) une description des ententes relatives aux frais pour les charges afférentes à la catégorie versées à des personnes faisant partie du groupe du fonds d'investissement;
 - f) une mention des opérations faisant intervenir l'émission ou le rachat de titres du fonds d'investissement et effectuées au cours de la période pour chaque catégorie de titres sur laquelle portent les états financiers;
 - 3. la part du total des courtages, au sens de la Norme canadienne 23-102 sur *l'emploi des courtages*, payé ou payable par le fonds

d'investissement à des courtiers pour des biens ou des services fournis par les courtiers ou des tiers, autres que l'exécution d'ordres, s'il est possible de déterminer ce montant;

4. le coût total du placement des titres du fonds d'investissement comptabilisé dans l'état des variations de la situation financière;
 5. la valeur liquidative par titre à la date des états financiers comparée au total des capitaux propres par titre ou à l'actif net attribuable aux porteurs par titre indiqué dans l'état de la situation financière et une explication de chaque écart entre ces montants.
- 2) Le fonds d'investissement qui emprunte des capitaux indique, dans une note afférente aux états financiers, le minimum et le maximum des capitaux empruntés au cours de la période sur laquelle portent les états financiers ou le rapport de la direction sur le rendement du fonds, s'ils ne sont pas indiqués ailleurs dans les états financiers.
 - 3) Pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, les notes des états financiers contiennent :
 - a) dans le cas des états financiers annuels, une déclaration sans réserve de conformité aux IFRS;
 - b) dans le cas des rapports financiers intermédiaires, une déclaration sans réserve de conformité à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

3.7 Postes sans application

Malgré la présente partie, le fonds d'investissement peut omettre dans ses états financiers les postes relatifs aux éléments qui ne s'appliquent pas à lui ou sur lesquels il n'a pas de renseignements à fournir.

3.8 Information sur les opérations de prêt de titres

- 1) Le fonds d'investissement fournit, soit dans l'inventaire du portefeuille faisant partie de ses états financiers, soit dans les notes des états financiers, les éléments suivants :
 - a) la valeur globale des titres en portefeuille qu'il a prêtés dans le cadre de ses opérations de prêt de titres qui sont en cours à la date des états financiers;
 - b) le type de sûreté qu'il a reçue en garantie dans le cadre de ses opérations de prêt de titres qui sont en cours à la date des états financiers, et le montant global de cette sûreté.

- 2) L'état de la situation financière du fonds d'investissement qui a reçu des espèces en garantie dans le cadre d'une opération de prêt de titres et ne les a pas remboursées à la date de l'état présente séparément les éléments suivants :
 - a) les espèces données en garantie au fonds d'investissement;
 - b) l'obligation de rembourser ces espèces.
- 3) L'état du résultat global du fonds d'investissement indique les revenus tirés de toute opération de prêt de titres en les présentant comme des produits des activités ordinaires.
- 4) Le fonds d'investissement inclut, dans les notes des états financiers, un rapprochement du montant brut tiré de ses opérations de prêt de titres et des produits provenant des prêts de titres indiqués dans l'état du résultat global du fonds d'investissement conformément au paragraphe 4 de l'article 3.2.
- 5) L'information visée au paragraphe 4 comprend chacun des éléments suivants :
 - a) le nom de chaque personne ou société qui avait droit aux paiements provenant du montant brut tiré des opérations de prêts de titres;
 - b) le montant que pouvait recevoir chaque personne nommée à l'alinéa a ci-dessus;
 - c) le total des montants indiqués à l'alinéa b ci-dessus sous forme de pourcentage du montant brut tiré des opérations de prêts de titres.

3.9 Information sur les mises en pension

- 1) Le fonds d'investissement indique, soit dans l'inventaire du portefeuille faisant partie de ses états financiers, soit dans les notes de l'inventaire du portefeuille, pour toute mise en pension qui est en cours à la date de l'inventaire, les éléments suivants :
 - a) la date de l'opération;
 - b) l'échéance de l'opération;
 - c) la nature et la valeur actuelle des titres en portefeuille qu'il a vendus;
 - d) les liquidités reçues et le prix de rachat qu'il doit payer;

- e) la valeur actuelle des titres en portefeuille vendus à la date de l'inventaire.
- 2) L'état de la situation financière du fonds d'investissement qui a conclu une mise en pension qui est en cours à la date de l'état présente séparément l'obligation du fonds d'investissement de rembourser la sûreté.
 - 3) L'état du résultat global du fonds d'investissement présente les revenus tirés de l'emploi des liquidités reçues dans le cadre d'une mise en pension comme produits des activités ordinaires.
 - 4) L'information visée au présent article peut être présentée de façon globale.

3.10 Information sur les prises en pension

- 1) Le fonds d'investissement indique ce qui suit, soit dans l'inventaire du portefeuille, soit dans les notes de celui-ci, pour toute prise en pension qui est en cours à la date de l'inventaire :
 - a) la date de l'opération;
 - b) l'échéance de l'opération;
 - c) la somme totale qu'il a payée;
 - d) la nature et la valeur actuelle ou le capital des titres en portefeuille qu'il a reçus;
 - e) la valeur actuelle des titres en portefeuille achetés à la date de l'inventaire.
- 2) L'état de la situation financière du fonds d'investissement qui a conclu une prise en pension qui est en cours à la date de l'état présente séparément la convention de prise en pension à sa valeur actuelle.
- 3) L'état du résultat global du fonds d'investissement présente les revenus tirés de toute prise en pension comme des produits d'exploitation.
- 4) L'information visée au présent article peut être présentée de façon globale.

3.11 Plans de bourses d'études

- 1) Outre l'information prévue par la présente partie, le fonds d'investissement qui est un plan de bourses d'études présente, à la date de clôture de son

dernier exercice, un état séparé ou une annexe aux états financiers qui comprend :

- a) un sommaire des plans d'épargne-études et des parts en circulation par année d'admissibilité indiquant :
 - i) le nombre de parts au début de l'exercice, de parts souscrites, de parts confisquées et de parts à la fin de l'exercice, par année d'admissibilité;
 - ii) le capital et le résultat cumulé par année d'admissibilité, ainsi que leur solde total respectif;
 - iii) le rapprochement du solde total respectif du capital et du résultat cumulé constatés dans l'état ou l'annexe avec l'état de la situation financière du plan;
 - b) une indication du nombre total de parts en circulation;
 - c) un état des bourses d'études versées aux bénéficiaires et le rapprochement du montant des bourses versées avec l'état du résultat global.
- 2) Malgré les articles 3.1 et 3.2, le fonds d'investissement qui est un plan de bourses d'études peut omettre dans les états financiers le poste « total des capitaux propres par titre ou actif net attribuable aux porteurs par titre ».

3.12 Information sur l'utilisation de l'effet de levier

- 1) Le fonds d'investissement qui utilise l'effet de levier présente l'information suivante dans ses états financiers :
 - a) une brève explication des sources d'effet de levier y compris l'emprunt de fonds, la vente à découvert ou l'emploi de dérivés, utilisées ou cours de la période de présentation visée par ces états;
 - b) l'ampleur minimale et maximale de l'exposition globale à ces sources d'effet de levier au cours de l'exercice;
 - c) une brève explication de la signification de l'ampleur minimale et de l'ampleur maximale de l'exposition globale à ces sources d'effet de levier pour lui.
- 2) Pour l'application du paragraphe 1, le fonds d'investissement calcule son exposition globale à ces sources d'effet de levier conformément à l'article 2.9.1 de la Norme canadienne 81-102 sur les *fonds d'investissement*.

PARTIE 4 RAPPORTS DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

4.1 Champ d'application

La présente partie s'applique au fonds d'investissement qui est émetteur assujéti.

4.2 Dépôt des rapports de la direction sur le rendement du fonds

Le fonds d'investissement qui n'est pas un plan de bourses d'études dépose le rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds pour chaque exercice et le rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du fonds pour chaque période intermédiaire en même temps que ses états financiers annuels ou son rapport financier intermédiaire, selon le cas.

4.3 Dépôt du rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds pour un fonds d'investissement qui est un plan de bourses d'études

Le fonds d'investissement qui est un plan de bourses d'études dépose le rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds pour chaque exercice en même temps que ses états financiers annuels.

4.4 Contenu des rapports de la direction sur le rendement du fonds

Les rapports visés par la présente partie remplissent les conditions suivantes :

- a) ils sont établis conformément à l'Annexe 81-106A1;
- b) ils n'intègrent par renvoi à un autre document aucune information qui doit y être incluse.

4.5 Approbation des rapports de la direction sur le rendement du fonds

- 1) Le conseil d'administration du fonds d'investissement constitué sous forme de société par actions approuve le rapport de la direction sur le rendement du fonds avant qu'il ne soit déposé ou mis à la disposition des porteurs ou souscripteurs éventuels de titres du fonds d'investissement.
- 2) Un fiduciaire du fonds d'investissement constitué sous forme de fiducie, ou toute autre personne autorisée à cette fin par les documents constitutifs du fonds d'investissement, approuve le rapport de la direction sur le rendement du fonds avant qu'il ne soit déposé ou mis à la disposition des porteurs ou souscripteurs éventuels de titres du fonds d'investissement.

PARTIE 5 TRANSMISSION DES ÉTATS FINANCIERS ET DES RAPPORTS DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

5.1 Transmission de certains documents d'information continue

- 1) Dans la présente partie, le terme « porteur » désigne le porteur inscrit ou le propriétaire véritable des titres du fonds d'investissement.
- 2) Sous réserve des articles 5.2 ou 5.3, le fonds d'investissement envoie les documents suivants aux porteurs avant la date limite de dépôt :
 - a) les états financiers annuels;
 - b) le rapport financier intermédiaire;
 - c) s'il est tenu de l'établir, le rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds;
 - d) s'il est tenu de l'établir, le rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du fonds.
- 3) Le fonds d'investissement suit la procédure prévue par la Norme canadienne 54-101 sur *la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti* pour l'application de la présente partie.
- 4) Malgré le paragraphe 3), la Norme canadienne 54-101 sur *la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti* ne s'applique pas, pour l'application de la présente partie, au fonds d'investissement qui dispose des renseignements nécessaires pour communiquer directement avec les propriétaires véritables de ses titres.

5.2 Transmission conformément aux instructions permanentes

- 1) Le paragraphe 5.1(2) ne s'applique pas au fonds d'investissement qui demande des instructions permanentes aux porteurs conformément au présent article et envoie les documents visés par ce paragraphe conformément à ces instructions.
- 2) Le fonds d'investissement qui se prévaut du paragraphe 1) envoie à chaque porteur un document qui :
 - a) explique que le porteur peut choisir de recevoir les documents visés au paragraphe 5.1(2);
 - b) demande des instructions sur la transmission des documents;
 - c) explique que le fonds d'investissement suit les instructions du porteur jusqu'à ce que ce dernier les modifie.

- 3) Le fonds d'investissement demande aux personnes qui deviennent porteurs des instructions conformément au paragraphe 2) dès que possible après qu'il a accepté un ordre de souscription.
- 4) Le fonds d'investissement suit les instructions données en vertu du présent article tant que le porteur ne les modifie pas.
- 5) Au moins une fois par an, le fonds d'investissement envoie aux porteurs de ses titres un rappel :
 - a) indiquant qu'ils ont le droit de recevoir les documents visés au paragraphe 5.1(2);
 - b) indiquant qu'il suit les instructions qu'ils lui ont données;
 - c) expliquant la façon dont ils peuvent modifier les instructions qu'ils ont données;
 - d) précisant qu'ils peuvent obtenir les documents au moyen du site Web de SEDAR+ et du site Web désigné du fonds d'investissement, et en s'adressant au fonds d'investissement.

5.3 Transmission conformément aux instructions annuelles

- 1) Le paragraphe 5.1(2) ne s'applique pas au fonds d'investissement qui demande des instructions annuelles aux porteurs conformément au présent article et envoie les documents visés par ce paragraphe conformément à ces instructions.
- 2) Le paragraphe 1) ne s'applique pas au fonds d'investissement qui s'est déjà prévalu du paragraphe 5.2(1).
- 3) Le fonds d'investissement qui se prévaut du paragraphe 5.3(1) envoie une fois par an aux porteurs un formulaire de demande au moyen duquel ceux-ci peuvent lui indiquer les documents visés au paragraphe 5.1(2) qu'ils souhaitent recevoir.
- 4) Le formulaire de demande visé au paragraphe 3) est accompagné d'un avis expliquant que :
 - a) les porteurs ne donnent des instructions que pour l'exercice courant;
 - b) qu'ils peuvent obtenir les documents au moyen du site Web de SEDAR+ et du site Web désigné du fonds d'investissement, et en s'adressant au fonds d'investissement.

5.4 Dispositions générales

- 1) Le fonds d'investissement envoie aux porteurs qui en font la demande les documents visés au paragraphe 5.1(2), au plus tard à la dernière des dates suivantes :
 - a) la date limite de dépôt des documents demandés;
 - b) dix jours après la réception de la demande.
- 2) Le fonds d'investissement n'exige aucuns frais pour la transmission des documents visés par la présente partie et fait en sorte que les porteurs puissent répondre sans frais aux demandes d'instructions prévues par la présente partie.
- 3) Les fonds d'investissement gérés par le même gestionnaire peuvent demander au porteur des instructions qui s'appliqueront à tous ceux d'entre eux dont il détient les titres.
- 4) Malgré le paragraphe 7.1(3), le fonds d'investissement peut relier son rapport de la direction sur le rendement du fonds avec celui d'autres fonds d'investissement pour l'envoyer au porteur qui détient des titres de tous ces fonds.

5.5. Site Web

Le fonds d'investissement qui est émetteur assujéti affiche sur son site Web désigné les documents visés au paragraphe 2 de l'article 5.1 au plus tard à la date de leur dépôt.

PARTIE 6 INFORMATION TRIMESTRIELLE SUR LE PORTEFEUILLE

6.1 Champ d'application

La présente partie s'applique au fonds d'investissement qui est émetteur assujéti, à l'exception de tout plan de bourses d'études ou fonds de travailleurs ou de capital de risque.

6.2 Établissement et diffusion

- 1) Le fonds d'investissement établit de l'information trimestrielle sur le portefeuille qui comprend ce qui suit :
 - a) l'aperçu du portefeuille établi conformément à la rubrique 5 de la partie B de l'Annexe 81-106A1 à la fin de :
 - i) chaque période d'au moins trois mois qui se termine trois ou neuf mois avant la fin de l'exercice;

- ii) dans le cas de l'exercice de transition, la période commençant le premier jour de cet exercice et se terminant trois, neuf ou douze mois, le cas échéant, après la fin de l'ancien exercice;
 - b) la valeur liquidative totale du fonds d'investissement à la fin des périodes prévues au sous-alinéa i) ou ii).
- 2) Le fonds d'investissement affiche sur son site Web désigné l'information trimestrielle sur le portefeuille dans les 60 jours suivant la fin de la période visée.
 - 3) Le fonds d'investissement envoie rapidement et sans frais l'information trimestrielle sur le portefeuille la plus récente aux porteurs qui en font la demande 60 jours après la fin de la période visée par l'information trimestrielle.

PARTIE 7 RELIURE ET PRÉSENTATION

7.1 Reliure des états financiers et des rapports de la direction sur le rendement du fonds

- 1) Le fonds d'investissement ne doit pas relier ses états financiers avec ceux d'un autre fonds d'investissement dans un même document, à moins de présenter toutes les informations le concernant ensemble et distinctement de celles qui concernent cet autre fonds d'investissement.
- 2) Malgré le paragraphe 1), le fonds d'investissement peut regrouper les notes des états financiers de plusieurs fonds d'investissement contenus dans un document et les présenter dans une partie distincte du document.
- 3) Le fonds d'investissement ne doit pas relier dans un même document son rapport de la direction sur le rendement du fonds avec celui d'un autre fonds d'investissement.

7.2 Fonds d'investissement à catégories multiples

- 1) Le fonds d'investissement qui compte plus d'une catégorie ou série de titres en circulation que l'on peut rattacher à un même portefeuille établit des états financiers et des rapports de la direction sur le rendement du fonds qui contiennent l'information concernant toutes les catégories ou séries.
- 2) Le fonds d'investissement qui a plusieurs catégories ou séries de titres en circulation indique les distinctions entre celles-ci dans les états financiers et rapports de la direction sur le rendement du fonds.

PARTIE 8 ÉVALUATIONS INDÉPENDANTES CONCERNANT LES FONDS DE TRAVAILLEURS OU DE CAPITAL DE RISQUE

8.1 Champ d'application

La présente partie s'applique au fonds de travailleurs ou de capital de risque qui est émetteur assujéti.

8.2 Dispense de l'obligation de présenter séparément la valeur actuelle des placements en capital-risque

Malgré l'alinéa 5 du paragraphe 3.5(1), le fonds de travailleurs ou de capital de risque est dispensé de l'obligation de présenter séparément dans l'inventaire du portefeuille la valeur actuelle de chaque placement en capital-risque qui n'a pas de valeur marchande, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) il présente dans l'inventaire du portefeuille :
 - i) le coût de chaque placement en capital-risque;
 - ii) le coût total des placements en capital-risque;
 - iii) les éléments de rapprochement entre le coût et la valeur actuelle des placements en capital-risque;
 - iv) la valeur actuelle totale des placements en capital-risque;
- b) il présente dans l'inventaire du portefeuille des tableaux qui ventilent les placements en capital-risque par stade de développement et par branche d'activité en indiquant notamment :
 - i) le nombre de placements en capital-risque;
 - ii) le coût total et la valeur actuelle globale des placements en capital-risque;
 - iii) le coût total et la valeur actuelle globale des placements en capital-risque en pourcentage du total des placements en capital-risque;
- c) dans le cas de l'inventaire du portefeuille contenu dans les états financiers annuels, il a obtenu une évaluation indépendante de la valeur des placements en capital-risque ou de son actif net et l'a déposée en même temps que les états financiers annuels;
- d) dans le cas de l'inventaire du portefeuille contenu dans le rapport financier intermédiaire, il a obtenu et déposé l'évaluation indépendante visée à l'alinéa c) lorsqu'il a établi ses derniers états financiers annuels;

- e) il a indiqué dans les états financiers pertinents qu'il a obtenu une évaluation indépendante à la fin de l'exercice visé.

8.3 Information concernant l'évaluateur indépendant

Le fonds de travailleurs ou de capital de risque qui obtient une évaluation indépendante inclut ce qui suit dans l'inventaire du portefeuille faisant partie de ses états financiers annuels ou dans les notes de ces états :

- a) une description de la qualification professionnelle de l'évaluateur indépendant;
- b) une description de toute relation passée, présente ou prévisible entre l'évaluateur indépendant et le fonds de travailleurs ou de capital de risque, son gestionnaire ou son conseiller en valeurs;

8.4 Contenu de l'évaluation indépendante

L'évaluation indépendante indique la valeur actuelle globale des placements en capital-risque ou du total des capitaux propres ou de l'actif net attribuable aux porteurs du fonds de travailleurs ou de capital de risque à la date de clôture de l'exercice du fonds.

8.5 Consentement de l'évaluateur indépendant

Le fonds de travailleurs ou de capital de risque qui obtient une évaluation indépendante :

- a) obtient le consentement de l'évaluateur indépendant pour la déposer;
- b) y inclut une déclaration, signée par l'évaluateur indépendant, dans la forme suivante ou dans une forme équivalente :

« Nous faisons référence à l'évaluation indépendante [du total des capitaux propres/de l'actif net attribuable aux porteurs/de la valeur des placements en capital-risque] de [nom du fonds de travailleurs ou de capital de risque] au [date de clôture de l'exercice], datée du
•. Nous consentons au dépôt de l'évaluation indépendante auprès des autorités en valeurs mobilières. »

PARTIE 9 NOTICE ANNUELLE

9.1 Champ d'application

La présente partie s'applique au fonds d'investissement qui est émetteur assujéti.

9.2 Dépôt de la notice annuelle

- (1) Le fonds d'investissement dépose une notice annuelle s'il n'a pas obtenu le visa d'un prospectus dans les 12 mois précédant la clôture de son

exercice.

- (2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas au fonds d'investissement procédant au placement permanent de ses titres qui, dans les 12 mois précédant la clôture de son exercice, a déposé l'un des documents suivants :
- a) un aperçu du FNB en vertu de l'article 3D.1 de la Norme canadienne 41 101 sur les obligations générales relatives au prospectus;
 - b) un aperçu du fonds en vertu du paragraphe 5.2 de l'article 2.3 de la Norme canadienne 81 101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif.

9.3 Délai de dépôt de la notice annuelle

Le fonds d'investissement tenu de déposer une notice annuelle conformément à l'article 9.2 la dépose au plus tard le 90^e jour après la fin de son dernier exercice.

9.4 Établissement et contenu de la notice annuelle

- 1) La notice annuelle dont le dépôt est prévu à l'article 9.2 est établie à la fin du dernier exercice du fonds d'investissement.
- 2) Sous réserve des paragraphes 2.1 à 2.3, la notice annuelle à déposer est établie conformément à l'un des documents suivants :
 - a) l'Annexe 41-101A2 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*, si les derniers titres placés par le fonds d'investissement l'ont été au moyen d'un prospectus établi conformément à celle-ci.
 - b) l'Annexe 81-101A1 de la Norme canadienne 81-101 sur le *régime de prospectus des organismes de placement collectif*, si les derniers titres placés par l'Organisme de placement collectif l'ont été au moyen d'un prospectus établi conformément à celle-ci;
 - c) l'Annexe 81-101A2 de la Norme canadienne 81-101 sur le *régime de prospectus des organismes de placement collectif*.
- 2.1) Pour l'application de l'Annexe 41-101A2 conformément à l'alinéa a du paragraphe 2, les adaptations suivantes s'appliquent :
 - a) l'expression « prospectus » s'entend d'une « notice annuelle »;
 - b) les rubriques qui s'appliquent uniquement aux placements de titres, et à aucun autre cas, ne s'appliquent pas;

- c) les rubriques 1.1, 1.4 à 1.15, les alinéas *b* et *f* du paragraphe 1 de la rubrique 3.3, la rubrique 3.5, l'alinéa *a* du paragraphe 3 de la rubrique 3.6 ainsi que les rubriques 7.1, 9.1, 11, 14.1, 15.2, 16, 17.1, 17.2, 24 à 26, 28, 29.2, 36, 38 et 39 ne s'appliquent pas;
- d) la rubrique 1.3 est la suivante :

1.3. Information de base sur le placement

- 1) Indiquer sur la page de titre que le document est une notice annuelle pour chaque OPC auquel le document se rapporte.
- 2) Indiquer sur la page de titre le nom respectif des OPC et, au choix des OPC, le nom de la famille d'OPC auxquels le document se rapporte. Si l'OPC compte plus d'une catégorie ou série de titres, indiquer la désignation de chacune des catégories ou séries visées par le document.
- 3) Indiquer la date du document, qui correspond à la date des attestations pour celui-ci. Cette date doit se situer dans les trois jours ouvrables du dépôt du document auprès de l'autorité en valeurs mobilières. Écrire la date au complet, avec le mois en toutes lettres.
- 4) Reproduire, pour l'essentiel, la mention suivante :

« Aucune autorité en valeurs mobilières ne s'est prononcée sur la qualité de ces [parts/actions]. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction. »;

- e) dans la rubrique 3.2, l'expression « placement » s'entend de « fonds d'investissement »;
- f) les paragraphes 11 à 13 de la rubrique 19.1 ne s'appliquent pas à un fonds d'investissement constitué sous forme de société par actions, à l'exception de l'obligation d'inclure de l'information relative au comité d'examen indépendant;
- g) les renseignements prévus à la rubrique 21 sont donnés pour tous les titres du fonds d'investissement;
- h) les renseignements prévus à la rubrique 35.1 sont donnés même si aucun placement n'est effectué.

2.2) Pour l'application de l'Annexe 81-101A1 conformément à l'alinéa *b* du

paragraphe 2, les adaptations suivantes s'appliquent :

- a) l'expression « prospectus simplifié » s'entend d'une « notice annuelle »;
- b) les rubriques qui s'appliquent uniquement aux placements de titres, et à aucun autre cas, ne s'appliquent pas;
- c) la directive générale 18, les paragraphes 4, 5 et 7 de la rubrique 1.1, la rubrique 3, la rubrique 4.4, l'alinéa e du paragraphe 1 de la rubrique 4.17, les paragraphes 3 à 11 de la rubrique 7 ainsi que les rubriques 12 et 15 à 18 de la partie A ne s'appliquent pas;
- d) la rubrique 4.16 de la partie A ne s'applique pas à un fonds d'investissement constitué sous forme de société par actions, à l'exception de l'obligation d'inclure de l'information relative au comité d'examen indépendant;
- e) les renseignements prévus à la rubrique 7 de la partie B sont donnés pour tous les titres du fonds d'investissement;
- f) le paragraphe 2 de la rubrique 12 de la partie B est le suivant :

2) Reproduire, pour l'essentiel, la mention suivante :

« Vous pouvez obtenir d'autres renseignements sur le [les] fonds dans son [leur] aperçu du fonds, ses [leurs] rapports de la direction sur le rendement du fonds et ses [leurs] états financiers.

Vous pouvez obtenir sur demande et sans frais un exemplaire de ces documents en composant [sans frais/à frais virés] le [indiquer le numéro de téléphone sans frais ou le numéro de téléphone pour les appels à frais virés, selon ce qui est exigé à l'article 3.4 de la règle], en vous adressant à votre courtier ou en écrivant par courriel au [indiquer l'adresse électronique].

On peut également obtenir ces documents et d'autres renseignements sur le [les] fonds, comme les circulaires de sollicitation de procurations et les contrats importants, sur [le site Web désigné de [indiquer le nom du fonds d'investissement] à l'adresse [indiquer l'adresse du site Web désigné du fonds d'investissement] ou] le site Web www.sedarplus.com. ».

2.3) Pour l'application de l'Annexe 81-101A2 conformément à l'alinéa c du paragraphe 2, les adaptations suivantes s'appliquent :

- a) l'expression « OPC » s'entend d'un « fonds d'investissement »;
- b) les directives générales 3, 10 et 14 ne s'appliquent pas;

- c) les paragraphes 3, 4 et 6 de la rubrique 1.1 ne s'appliquent pas;
 - d) les paragraphes 3, 4 et 6 de la rubrique 1.2 ne s'appliquent pas;
 - e) les renseignements prévus à la rubrique 5 sont donnés pour chaque catégorie ou série de titres du fonds d'investissement;
 - f) la rubrique 15 ne s'applique pas à un fonds d'investissement constitué sous forme de société par actions, à l'exception de l'information exigée relativement au comité d'examen indépendant;
 - g) les rubriques 19 à 22 ne s'appliquent pas.
- 3) Le fonds d'investissement tenu de déposer une notice annuelle dépose avec celle-ci tous les documents qui y sont intégrés par renvoi et qu'il n'a pas déjà déposés.

PARTIE 10 INFORMATION SUR LE VOTE PAR PROCURATION RELATIF AUX TITRES EN PORTEFEUILLE

10.1 Champ d'application

La présente partie s'applique au fonds d'investissement qui est émetteur assujetti.

10.2 Obligation d'établir des politiques et des procédures

- 1) Le fonds d'investissement établit les politiques et les procédures qu'il suivra afin de déterminer s'il votera, et dans quel sens il le fera, sur les questions pour lesquelles il reçoit, en qualité de porteur, des documents reliés aux procurations en vue d'une assemblée des porteurs d'un émetteur.
- 2) Les politiques et les procédures visées au paragraphe 1) prévoient les éléments suivants :
 - a) la politique permanente de traitement des questions ordinaires sur lesquelles le fonds d'investissement peut voter;
 - b) les circonstances dans lesquelles le fonds d'investissement dérogera à la politique permanente relative aux questions ordinaires;
 - c) les politiques et les procédures que le fonds suit en vue d'établir s'il votera sur les questions extraordinaires et dans quel sens il le fera;
 - d) la procédure garantissant que le droit de vote rattaché aux titres en portefeuille détenus par le fonds d'investissement est exercé en conformité avec les instructions de celui-ci.

- 3) Le fonds d'investissement inclut dans son prospectus un résumé des politiques et procédures prévues par le présent article.

10.3 Dossier de vote par procuration

- 1) Le fonds d'investissement tient un dossier de vote par procuration dans lequel il indique ce qui suit, chaque fois qu'il reçoit, en qualité de porteur, des documents en vue d'une assemblée des porteurs d'un émetteur assujéti ou de l'équivalent d'un émetteur assujéti dans un territoire étranger :
 - a) le nom de l'émetteur;
 - b) le symbole boursier des titres en portefeuille, sauf si le fonds d'investissement ne peut l'obtenir facilement;
 - c) le numéro CUSIP des titres en portefeuille;
 - d) la date de l'assemblée;
 - e) brièvement, les questions qui seront soumises au vote lors de l'assemblée;
 - f) si les questions soumises au vote ont été proposées par l'émetteur, la direction de l'émetteur ou une autre personne;
 - g) si le fonds d'investissement a voté sur les questions;
 - h) le cas échéant, le sens dans lequel le fonds d'investissement a voté sur les questions;
 - i) si le fonds d'investissement a voté pour ou contre les recommandations de la direction de l'émetteur.

10.4 Établissement et disponibilité du dossier de vote par procuration

- 1) Le fonds d'investissement établit chaque année un dossier de vote par procuration pour la période se terminant le 30 juin.
- 2) Le fonds d'investissement affiche le dossier de vote par procuration sur son site Web désigné chaque année, au plus tard le 31 août.
- 3) Le fonds d'investissement envoie rapidement et sans frais ses politiques et procédures de vote par procuration et son dossier de vote par procuration les plus récents à tout porteur qui en fait la demande après le 31 août.

PARTIE 11 DÉCLARATION DE CHANGEMENT IMPORTANT

11.1 Champ d'application

La présente partie s'applique au fonds d'investissement qui est émetteur assujéti.

11.2 Publication du changement important

- 1) Lorsque survient un changement important dans ses affaires, le fonds d'investissement :
 - a) publie et dépose rapidement un communiqué autorisé par un membre de la haute direction de son gestionnaire et exposant la nature et la substance du changement;
 - b) affiche toute l'information prévue à l'alinéa a) sur son site Web désigné;
 - c) dépose une déclaration établie conformément à l'Annexe 51-102A3 le plus tôt possible, mais au plus tard dix jours après la date à laquelle survient le changement, sous réserve des adaptations suivantes :
 - i) le terme « changement important » s'entend au sens de la présente règle;
 - ii) les mots « l'article 7.1 de la Norme canadienne 51-102 » à la rubrique 3 de la partie 2 sont remplacés par « l'article 11.2 de la Norme canadienne 81-106 »;
 - iii) les mots « paragraphe 7.1(2) de la Norme canadienne 51-102 » à la rubrique 6 de la partie 2 sont remplacés par « paragraphe 11.2(2) de la Norme canadienne 81-106 »;
 - iv) les mots « paragraphe 7.1(5) de la Norme canadienne 51-102 » aux rubriques 6 et 7 de la partie 2 sont remplacés par « paragraphe 11.2(4) de la Norme canadienne 81-106 »;
 - v) les mots « un membre de la haute direction de la société » à la rubrique 8 de la partie 2 sont remplacés par « un membre de la direction du fonds d'investissement ou du gestionnaire du fonds d'investissement »;
 - d) dépose une modification de son prospectus, de son prospectus simplifié, de son aperçu du fonds ou de son aperçu du FNB qui donne de l'information sur le changement important conformément aux obligations prévues par la législation en valeurs mobilières.

- 2) Le fonds d'investissement peut, au lieu de se conformer au paragraphe 1), déposer immédiatement la déclaration prévue à l'alinéa 1) (c) portant la mention « Confidentielle » et accompagnée des raisons pour lesquelles l'information ne doit pas être publiée, dans les cas suivants :
- a) lorsque le conseil d'administration ou le fiduciaire du fonds d'investissement ou le gestionnaire est d'avis que la communication de l'information prévue au paragraphe 1) serait indûment préjudiciable à ses intérêts et que cet avis a été formé de façon raisonnable;
 - b) lorsque le changement important consiste en une décision de mettre en œuvre un changement prise par la haute direction du fonds d'investissement ou de son gestionnaire, qui croit probable la confirmation de la décision par le conseil d'administration ou par les personnes jouant un rôle similaire, et que la haute direction n'a aucune raison de croire que des personnes informées du changement important ont exploité cette information en effectuant des opérations sur les titres du fonds d'investissement.
- 3) **[Abrogé]**
- 4) Le fonds d'investissement qui a déposé une déclaration conformément au paragraphe 2) et qui estime qu'elle doit demeurer confidentielle avise par écrit l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières dans un délai de dix jours à compter de la date de dépôt de la déclaration initiale et, par la suite, tous les dix jours, jusqu'à ce que le changement important soit communiqué au public de la manière prévue au paragraphe 1) ou, dans le cas d'un changement important qui consiste en une décision de mettre en œuvre un changement important prévue à l'alinéa 2)b), jusqu'à ce que cette décision ait été rejetée par le conseil d'administration du fonds d'investissement ou de son gestionnaire.
- 5) Malgré le dépôt de la déclaration conformément au paragraphe 2), le fonds d'investissement communique aussitôt le changement important au public de la manière prévue au paragraphe 1) dès qu'il a connaissance ou a des motifs raisonnables de croire, que des personnes informées du changement important qui n'a pas été rendu public font des opérations sur les titres du fonds d'investissement.

PARTIE 12 SOLLICITATION DE PROCURATIONS ET CIRCULAIRES DE SOLLICITATION DE PROCURATIONS

12.1 Champ d'application

La présente partie s'applique au fonds d'investissement qui est émetteur assujetti.

12.2 Envoi des formulaires de procuration et des circulaires de sollicitation de procurations

- 1) La direction ou le gestionnaire du fonds d'investissement qui convoque ou compte convoquer une assemblée des porteurs inscrits du fonds d'investissement envoie aux porteurs inscrits qui ont le droit de recevoir l'avis de convocation, en même temps que l'avis ou avant l'envoi de celui-ci, un formulaire de procuration à employer en vue de cette assemblée.
- 2) La personne qui sollicite des procurations des porteurs inscrits du fonds d'investissement envoie à chaque porteur visé :
 - a) en cas de sollicitation par la direction du fonds d'investissement ou en son nom, une circulaire de sollicitation de procurations établie conformément à l'Annexe 51-102A5, avec l'avis de convocation;
 - b) dans le cas de toute autre sollicitation, une circulaire de sollicitation de procurations établie conformément à l'Annexe 51-102A5 et un formulaire de procuration, en même temps que la sollicitation ou avant celle-ci.
- 3) **[Abrogé]**

12.2.1. Procédures de notification et d'accès

La personne ou société qui sollicite des procurations d'un porteur inscrit de titres du fonds d'investissement en vertu du paragraphe 2 de l'article 12.2 de la présente règle, ou envoie des documents reliés aux procurations aux propriétaires véritables des titres d'un fonds d'investissement en vertu de l'article 2.7 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti*, peut recourir aux procédures de notification et d'accès pour envoyer les documents reliés aux procurations au porteur inscrit ou au propriétaire véritable lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) un avis ne contenant que l'information suivante est envoyé au porteur inscrit ou au propriétaire véritable :
 - i) la date, l'heure et le lieu de l'assemblée;
 - ii) une description de chaque question ou groupe de questions connexes indiquées dans le formulaire de procuration qui seront soumises au vote, à moins que cette information ne figure dans le formulaire de procuration ou le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 ou à l'Annexe 54-101A7 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti* qui est envoyé au porteur inscrit ou au propriétaire véritable

conformément à l'alinéa *b*;

- iii) l'adresse du site Web de SEDAR+ et de tout autre site Web où les documents reliés aux procurations sont affichés;
- iv) un rappel de consulter la circulaire avant de voter;
- v) une explication de la façon d'obtenir de la personne ou société sollicitant des procurations un exemplaire imprimé de la circulaire et, le cas échéant, des états financiers du fonds d'investissement;
- vi) une explication en langage simple des procédures de notification et d'accès qui contient l'information suivante :
 - A) en cas de recours à l'assemblée, les types de porteurs inscrits ou de propriétaires véritables qui recevront un exemplaire imprimé de la circulaire et, le cas échéant, des états financiers du fonds d'investissement;
 - B) l'estimation de la date et de l'heure limites de réception d'une demande d'exemplaire imprimé de la circulaire et, le cas échéant, des états financiers du fonds d'investissement pour que le porteur inscrit ou le propriétaire véritable puisse les recevoir avant la fin du délai d'envoi de la procuration ou des instructions de vote en vue de l'assemblée, ainsi que la date de l'assemblée;
 - C) une explication de la façon dont le porteur inscrit ou le propriétaire véritable doit retourner la procuration ou les instructions de vote, y compris la date limite pour ce faire;
 - D) les sections de la circulaire où se trouve l'information relative à chaque question ou groupe de questions connexes indiquées dans l'avis;
 - E) un numéro de téléphone sans frais auquel le porteur inscrit ou le propriétaire véritable peut obtenir des renseignements sur les procédures de notification et d'accès;

b) les documents suivants sont envoyés par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent :

- i) au porteur inscrit, l'avis et un formulaire de procuration à

employer en vue de l'assemblée au moins 30 jours avant la date de l'assemblée;

- ii) au propriétaire véritable, l'avis et le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 ou à l'Annexe 54-101A7 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*, suivant les procédures prévues à l'article 2.9 ou 2.12 de cette règle, selon le cas;
- c) les documents reliés aux procurations sont envoyés au moins 30 jours, et pas plus de 50 jours, avant la date de l'assemblée;
- d) si les documents reliés aux procurations sont envoyés directement à un propriétaire véritable non opposé selon les procédures de notification et d'accès, l'avis ainsi que, le cas échéant, les exemplaires imprimés de la circulaire ou des états financiers sont envoyés au moins 30 jours avant la date de l'assemblée;
- e) si les documents reliés aux procurations sont envoyés indirectement à un propriétaire véritable selon les procédures de notification et d'accès, l'avis ainsi que, le cas échéant, les exemplaires imprimés de la circulaire ou des états financiers sont envoyés aux premiers intermédiaires dans les délais suivants :
 - i) au moins 3 jours ouvrables avant le 30^e jour précédant la date de l'assemblée dans le cas où les documents reliés aux procurations doivent être envoyés par le premier intermédiaire par courrier de première classe, service de messagerie ou l'équivalent;
 - ii) au moins 4 jours ouvrables avant le 30^e jour précédant la date de l'assemblée dans le cas où les documents reliés aux procurations doivent être envoyés par le premier intermédiaire par un autre type de courrier affranchi;
- f) si la sollicitation est effectuée par la direction du fonds d'investissement ou en son nom, ou si une autre personne ou société sollicitant des procurations a demandé la convocation d'une assemblée, l'avis de la date d'assemblée et de la date de clôture des registres est déposé au moyen de SEDAR+ à la date à laquelle cet avis est envoyé conformément au paragraphe 1 de l'article 2.2 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;
- g) l'accès électronique public à la circulaire, à l'avis et à la procuration est fourni des façons suivantes au plus tard à la date à laquelle l'avis est envoyé au porteur inscrit ou au propriétaire véritable :

- i) les documents sont déposés au moyen de SEDAR+;
- ii) les documents sont affichés sur les sites Web suivants pendant au moins un an :
 - A) le site Web désigné du fonds d'investissement, dans le cas d'une sollicitation effectuée par la direction du fonds d'investissement ou en son nom;
 - B) un autre site Web que celui de SEDAR+, dans le cas d'une sollicitation effectuée par toute autre personne ou en son nom ou société;
- h) un numéro de téléphone sans frais est mis à la disposition du porteur inscrit ou du propriétaire véritable pour qu'il puisse demander un exemplaire imprimé de la circulaire et, le cas échéant, des états financiers du fonds d'investissement, dans le délai suivant :
 - i) après la date à laquelle l'avis lui est envoyé;
 - ii) au plus tard à la date de l'assemblée, y compris toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement;
- i) si une demande d'exemplaire imprimé de la circulaire et, le cas échéant, des états financiers du fonds d'investissement est reçue par téléphone au numéro sans frais fourni dans l'avis ou de toute autre façon, la personne ou société envoie l'exemplaire imprimé au porteur inscrit ou au propriétaire véritable, sans frais, à l'adresse indiquée dans la demande, de la façon suivante :
 - i) par courrier de première classe, service de messagerie ou l'équivalent dans les 3 jours ouvrables de la réception de la demande, dans le cas d'une demande reçue avant la date de l'assemblée;
 - ii) par courrier affranchi, service de messagerie ou l'équivalent dans les 10 jours civils de la réception de la demande, dans le cas d'une demande reçue le jour de l'assemblée ou après, et dans l'année suivant la date du dépôt de la circulaire au moyen de SEDAR+;
- j) l'avis n'est envoyé qu'avec les documents suivants :
 - i) un formulaire de procuration, le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 ou le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;

- ii) les états financiers du fonds d'investissement, s'ils doivent être présentés à l'assemblée;
- iii) si l'assemblée est convoquée afin d'approuver une restructuration du fonds d'investissement avec un autre fonds d'investissement, ainsi qu'il est visé à l'alinéa *f* du paragraphe 1 de l'article 5.1 de la Norme canadienne 81-102 sur les *fonds d'investissement*, l'aperçu du fonds prévu à l'Annexe 81-101A3 de la Norme canadienne 81-101 sur le *régime de prospectus des organismes de placement collectif* ou l'aperçu du FNB prévu à l'Annexe 41-101A4 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* se rapportant au fonds d'investissement qui continue d'exister;
- k) l'avis n'est regroupé avec aucun autre document qu'un formulaire de procuration ou que le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A6 ou le formulaire prévu à l'Annexe 54-101A7 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;
- l) la circulaire indique que les documents reliés aux procurations sont envoyés aux porteurs inscrits ou aux propriétaires véritables du fonds d'investissement selon les procédures de notification et d'accès et, en cas de recours à l'assemblage, elle précise les types de porteurs inscrits ou de propriétaires véritables qui recevront des exemplaires imprimés de la circulaire et, le cas échéant, des états financiers du fonds d'investissement;
- m) les frais d'envoi de la circulaire et, le cas échéant, des états financiers du fonds d'investissement au porteur inscrit ou au propriétaire véritable qui en demande un exemplaire imprimé sont assumés par le gestionnaire du fonds d'investissement ou toute autre personne ou société sollicitant des procurations qui n'est pas le fonds d'investissement.

12.2.2. Restrictions sur la collecte de renseignements

- 1) La personne ou société ayant recours aux procédures de notification et d'accès qui reçoit une demande d'exemplaire imprimé de la circulaire ou des états financiers du fonds d'investissement au numéro de téléphone sans frais fourni dans l'avis visé au paragraphe *a* de l'article 12.2.1 ou par tout autre moyen ne peut faire ce qui suit :
 - a) demander d'autres renseignements que le nom et l'adresse de la personne ou société faisant la demande pour envoyer la circulaire et, le cas échéant, les états financiers;

- b) communiquer ou utiliser le nom ou l'adresse de la personne ou société faisant la demande à d'autres fins que celle d'envoyer la circulaire ou les états financiers du fonds d'investissement.
- 2) La personne ou société qui affiche des documents reliés aux procurations sur un site Web conformément au sous-alinéa *ii* de l'alinéa *g* de l'article 12.2.1 ne recueille pas de renseignements pouvant servir à identifier quiconque a accédé à ce site.

12.2.3. Affichage de documents sur un autre site Web que celui de SEDAR+

- 1) La personne ou société qui affiche des documents reliés aux procurations sur un site Web conformément au sous-alinéa *ii* de l'alinéa *g* de l'article 12.2.1 y affiche également les documents suivants :
- a) toute information relative à l'assemblée qu'elle a envoyée à des porteurs inscrits ou à des propriétaires véritables;
 - b) toute communication écrite qu'elle a rendue publique concernant chaque question ou groupe de questions qui seront soumises au vote lors de l'assemblée, que cette communication ait été envoyée ou non à des porteurs inscrits ou à des propriétaires véritables.
- 2) La personne ou société qui affiche des documents reliés aux procurations sur un site Web conformément au sous-alinéa *ii* de l'alinéa *g* de l'article 12.2.1 le fait d'une façon et dans un format permettant à une personne physique ayant des compétences raisonnables en informatique de faire aisément ce qui suit :
- a) y accéder, les lire et y faire des recherches;
 - b) les télécharger et les imprimer.

12.2.4. Date de clôture des registres pour l'avis de convocation à l'assemblée, abrégement du délai et avis de la date de l'assemblée et de la date de clôture des registres

- 1) La personne ou société qui sollicite des procurations d'un porteur inscrit ou d'un propriétaire véritable en recourant aux procédures de notification et d'accès, dans le cas d'une sollicitation par la direction du fonds d'investissement ou en son nom, a les obligations suivantes :
- a) malgré le paragraphe *b* de l'article 2.1 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*, elle fixe ou demande une date de clôture des registres pour l'avis de convocation à l'assemblée qui ne précède pas de moins de 40 jours la date de l'assemblée;

- b) elle précise dans l'avis de la date de l'assemblée et de la date de clôture des registres envoyé conformément à l'article 2.2 de cette règle que les documents reliés aux procurations sont envoyés aux porteurs inscrits ou aux propriétaires véritables selon les procédures de notification et d'accès;
 - c) elle n'abrège pas le délai prévu au paragraphe b de l'article 2.1, au paragraphe 1 de l'article 2.2 ou au paragraphe 1 de l'article 2.5 de cette règle, sauf dans les cas suivants :
 - i) elle se conforme aux paragraphes a à c de l'article 2.20 de cette règle;
 - ii) elle envoie l'avis de la date de l'assemblée et de la date de clôture des registres conformément à l'article 2.2 de cette règle au moins 3 jours ouvrables avant la date de clôture des registres pour l'avis de convocation à l'assemblée.
- 2) La personne ou société non visée au paragraphe 1 qui demande la convocation d'une assemblée a les obligations suivantes :
- a) elle demande une date de clôture des registres pour l'avis de convocation à l'assemblée qui ne précède pas de moins de 40 jours la date de l'assemblée;
 - b) elle demande que l'avis de la date de l'assemblée et de la date de clôture des registres envoyé conformément à l'article 2.2 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti* indique que des documents reliés aux procurations sont envoyés aux porteurs inscrits ou aux propriétaires véritables selon les procédures de notification et d'accès.

12.2.5. Consentement à l'utilisation d'autres méthodes de transmission

L'article 12.2.1 ne saurait avoir les effets suivants :

- a) empêcher le porteur inscrit ou le propriétaire véritable de consentir à l'utilisation d'autres méthodes de transmission des documents reliés aux procurations;
- b) annuler ou modifier le consentement que le porteur inscrit ou le propriétaire véritable a donné antérieurement à une personne ou société en ce qui concerne l'utilisation d'autres méthodes pour lui transmettre les documents reliés aux procurations;
- c) empêcher la personne ou société sollicitant des procurations, l'intermédiaire ou toute autre personne ou société d'envoyer les

documents reliés aux procurations au porteur inscrit ou au propriétaire véritable selon la méthode de transmission à laquelle il a consenti avant le 5 janvier 2022.

12.2.6. Instructions concernant l'envoi d'exemplaires imprimés

- 1) Malgré l'article 12.2.1, le fonds d'investissement, son gestionnaire ou sa direction peut obtenir d'un porteur inscrit, et l'intermédiaire peut obtenir de son client qui est propriétaire véritable, de titres du fonds d'investissement des instructions permanentes pour qu'un exemplaire imprimé de la circulaire ou des états financiers du fonds d'investissement lui soit envoyé à chaque recours aux procédures de notification et d'accès à l'égard d'une assemblée de ce dernier.
- 2) Dans le cas où le fonds d'investissement, son gestionnaire ou sa direction a obtenu des instructions permanentes d'un porteur inscrit en vertu du paragraphe 1, il a les obligations suivantes :
 - a) il joint à l'avis visé au paragraphe a de l'article 12.2.1 les exemplaires imprimés de la circulaire ou des états financiers du fonds d'investissement mentionnés dans les instructions permanentes du porteur inscrit;
 - b) il informe le porteur inscrit, en l'indiquant dans l'avis visé au paragraphe a de l'article 12.2.1 ou par un autre moyen, de la façon d'annuler ses instructions permanentes.
- 3) Dans le cas où l'intermédiaire a obtenu des instructions permanentes d'un propriétaire véritable en vertu du paragraphe 1, il a les obligations suivantes :
 - a) si le fonds d'investissement, son gestionnaire ou sa direction envoie directement les documents reliés aux procurations conformément à l'article 2.9 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*, il indique dans la liste des propriétaires véritables non opposés fournie au fonds d'investissement, au gestionnaire ou à la direction ceux qui ont donné des instructions permanentes en vertu du paragraphe 1 à la date d'établissement de la liste;
 - b) s'il envoie les documents reliés aux procurations à un propriétaire véritable pour le compte d'un fonds d'investissement, de son gestionnaire ou de sa direction selon les procédures de notification et d'accès, il demande au fonds d'investissement, à son gestionnaire ou à sa direction le nombre approprié d'exemplaires imprimés de la circulaire et, le cas échéant, des états financiers du fonds d'investissement à envoyer aux propriétaires véritables qui ont donné des instructions permanentes en ce sens;

- c) il décrit dans l'avis ou indique autrement au propriétaire véritable la façon d'annuler ses instructions permanentes.

12.2.7. Conformité à la Norme canadienne 51-102 sur les obligations d'information continue et à la Norme canadienne 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti

- 1) La personne ou société qui sollicite des procurations se conforme aux dispositions et texte suivants :
 - a) les rubriques 7.12 et 9.9 de l'Annexe 54-101A2 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;
 - b) l'Annexe 54-101A5 de cette règle.
- 2) Pour l'application du paragraphe 1, les expressions « assemblage » et « procédures de notification et d'accès » aux rubriques 7.12 et 9.9. de l'Annexe 54-102A1 de la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti* ainsi que l'expression « notification et accès » à l'Annexe 54-101A5 de cette règle s'entendent au sens de la présente règle.

12.3 Dispense

- 1) Le paragraphe 12.2(2) ne s'applique pas à la sollicitation faite par le propriétaire véritable des titres.
- 2) L'alinéa 12.2(2)b) ne s'applique pas à la sollicitation qui vise un nombre de porteur de titres égal ou inférieur à 15.
- 3) Pour l'application du paragraphe 2), les copropriétaires de titres immatriculés à leur nom sont réputés être un porteur de titres unique.

12.4 Conformité à la Norme canadienne 51-102 sur les obligations d'information continue

La personne qui sollicite des procurations conformément à l'article 12.2 se conforme aux articles 9.3 et 9.4 de la Norme canadienne 51-102 comme s'ils s'appliquaient à elle.

PARTIE 13 INFORMATION SUR LE CHANGEMENT D'AUDITEUR

13.1 Champ d'application

La présente partie s'applique au fonds d'investissement qui est émetteur assujetti.

13.2 Changement d'auditeur

L'article 4.11 de la Norme canadienne 51-102 s'applique au fonds d'investissement qui change d'auditeur, sauf que le terme « le conseil d'administration » désigne :

- a) le conseil d'administration du fonds d'investissement, si celui-ci est une société par actions;
- b) le ou les fiduciaires ou la personne autorisée par les documents constitutifs du fonds d'investissement, si celui-ci est une fiducie.

PARTIE 14 CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

14.1 Champ d'application

La présente partie s'applique au fonds d'investissement qui est émetteur assujéti.

14.2 Calcul, fréquence et monnaie

- 1) La valeur liquidative est calculée d'après la juste valeur des éléments d'actif et de passif du fonds d'investissement.
 - 1.1) La valeur liquidative du fonds d'investissement comprend les produits à recevoir et les charges à payer à la date de calcul de la valeur liquidative.
 - 1.2) Pour l'application du paragraphe 1, la juste valeur s'entend de l'un ou l'autre des montants suivants :
 - a) la valeur marchande selon les cours publiés et les fourchettes de cours sur un marché actif;
 - b) si la valeur marchande n'est pas disponible ou si le gestionnaire du fonds d'investissement doute de sa fiabilité, une valeur juste et raisonnable dans toutes les circonstances pertinentes.
 - 1.3) Le gestionnaire du fonds d'investissement a les obligations suivantes :
 - a) établir et maintenir les politiques et procédures écrites adéquates pour calculer la juste valeur des éléments d'actif et de passif du fonds d'investissement;
 - b) se conformer à ces politiques et procédures.
 - 1.4) Le gestionnaire du fonds d'investissement tient un registre des justes valeurs établies et des raisons à l'appui.
- 2) Aux fins de calcul de la valeur liquidative de ses titres, à la souscription et au rachat, tel qu'exigé par les parties 9 et 10 de la Norme canadienne 81-102 sur les *fonds d'investissement*, le fonds de travailleurs ou de capital de risque

qui a inclus dans son calcul des frais reportés au titre de courtages peut continuer à le faire lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) le calcul tient compte de l'amortissement des frais reportés sur la période d'amortissement résiduelle;
 - b) le fonds de travailleurs ou de capital de risque a cessé d'accumuler les frais reportés au plus tard le 31 décembre 2003.
- 3) Le fonds d'investissement calcule sa valeur liquidative au moins à la fréquence suivante:
- a) une fois par semaine, s'il n'utilise pas de dérivés visés ni n'effectue de ventes à découvert de titres;
 - b) une fois par jour ouvrable, s'il utilise des dérivés visés ou effectue des ventes à découvert de titres.
- 4) L'organisme de placement collectif qui détient des titres d'autres organismes de placement collectif calcule sa valeur liquidative à des dates compatibles avec celles des autres organismes de placement collectif.
- 5) Malgré l'alinéa a du paragraphe 3, le fonds d'investissement qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente règle, calcule sa valeur liquidative au moins une fois par mois peut continuer à la calculer à la même fréquence qu'à cette date.
- 6) La valeur liquidative du fonds d'investissement est calculée en monnaie canadienne, américaine ou les deux.
- 6.1) Lorsqu'il calcule sa valeur liquidative en vertu du présent article, le fonds d'investissement rend publique, sans frais, l'information suivante:
- a) la valeur liquidative du fonds d'investissement;
 - b) sa valeur liquidative par titre, sauf si le fonds d'investissement est un plan de bourses d'études.
- 7) Le fonds d'investissement qui publie sa valeur liquidative ou sa valeur liquidative par titre dans la presse financière ou qui l'affiche sur son site Web désigné doit fournir à la presse financière ou afficher sur son site Web désigné, selon le cas, les valeurs actuelles en temps opportun.

14.3 Opérations de portefeuille

Le fonds d'investissement inclut chaque opération de portefeuille dans le calcul de la valeur liquidative qui suit la date à laquelle l'opération devient ferme.

14.4 Opérations sur les capitaux propres

Le fonds d'investissement inclut chaque émission ou rachat de ses titres dans le calcul de la valeur liquidative qui suit le calcul de la valeur liquidative utilisée pour déterminer le prix d'émission ou de rachat.

PARTIE 15 CALCUL DU RATIO DES FRAIS DE GESTION

15.1 Calcul du ratio des frais de gestion

- 1) Le fonds d'investissement ne présente son ratio des frais de gestion que si celui-ci est calculé pour l'exercice ou la période intermédiaire du fonds d'investissement de la manière suivante :
 - a) en divisant
 - i) la somme des montants suivants :
 - A) les charges totales du fonds d'investissement, à l'exclusion des distributions comptabilisées en charges, le cas échéant, des courtages et des autres coûts d'opérations de portefeuille, avant impôts sur le résultat, inscrites à l'état du résultat global de l'exercice ou de la période intermédiaire;
 - B) les autres frais et charges du fonds d'investissement qui ont pour effet de diminuer sa valeur liquidative
 - ii) par la valeur liquidative moyenne du fonds d'investissement pour l'exercice ou la période intermédiaire, obtenue de la façon suivante :
 - A) en additionnant sa valeur liquidative à la fermeture des bureaux chaque jour de l'exercice ou de la période intermédiaire où elle a été calculée;
 - B) en divisant la somme obtenue à la division A) par le nombre de jours de l'exercice ou de la période intermédiaire où la valeur liquidative du fonds a été calculée;
 - b) en multipliant le quotient obtenu à l'alinéa a) par le nombre 100.
- 2) Lorsqu'un membre de l'organisation du fonds d'investissement a renoncé à des frais et à des charges payables par le fonds d'investissement au cours d'un exercice ou d'une période intermédiaire ou qu'il les a pris en charge, le fonds d'investissement présente dans une note afférente à l'information sur le ratio des frais de gestion les renseignements suivants :

- a) le ratio des frais de gestion qui aurait été obtenu s'il n'y avait pas eu renonciation ni prise en charge;
 - b) la durée prévue de la renonciation ou de la prise en charge;
 - c) si le membre de l'organisation du fonds d'investissement peut mettre fin en tout temps à la renonciation ou à la prise en charge;
 - d) toute autre modalité de la renonciation ou de la prise en charge.
- 3) Les charges du fonds d'investissement que lui-même ou son gestionnaire rembourse à un porteur ne sont pas déduites des charges totales du fonds d'investissement dans le calcul du ratio des frais de gestion.
- 4) Le fonds d'investissement qui a des catégories ou des séries de titres distinctes calcule le ratio des frais de gestion de chaque catégorie ou série conformément au présent article, compte tenu des adaptations nécessaires.
- 5) Le ratio des frais de gestion calculé pour une période comptable inférieure ou supérieure à douze mois est annualisé.
- 6) Lorsque le fonds d'investissement fournit son ratio des frais de gestion à un fournisseur de services qui prend des dispositions pour le diffuser dans le public :
- a) le fonds d'investissement fournit le ratio des frais de gestion calculé conformément à la présente partie;
 - b) l'obligation, prévue au paragraphe 2), de présenter l'information dans les notes ne s'applique pas si le fonds d'investissement indique, selon le cas, que les frais ont fait l'objet d'une renonciation, que les charges ont été prises en charge ou que les frais ou charges ont été acquittés directement par les investisseurs au cours de la période visée par le ratio des frais de gestion.

15.2 Calcul du ratio des frais de gestion des fonds de fonds

- 1) Pour l'application du sous-alinéa 15.1(1)a)i), les charges totales de l'exercice ou de la période intermédiaire du fonds d'investissement qui effectue des placements dans des titres d'autres fonds d'investissement sont égales à la somme des deux montants suivants :
- a) les charges totales du fonds d'investissement pour la période visée par le ratio des frais de gestion qui sont attribuables à ses placements dans les fonds sous-jacents et calculées comme suit :

- i) en multipliant les charges totales de chaque fonds sous-jacent, à l'exclusion des distributions comptabilisées en charges, le cas échéant, des courtages et des autres coûts d'opérations de portefeuille, avant impôts sur le résultat, pour l'exercice ou la période intermédiaire
 - ii) par la quote-part moyenne des titres du fonds sous-jacent détenus par le fonds d'investissement au cours de l'exercice ou de la période intermédiaire, obtenue de la façon suivante :
 - A) en additionnant la quote-part des titres du fonds sous-jacent détenus par le fonds d'investissement chaque jour de la période;
 - B) en divisant la somme obtenue à la division A) par le nombre de jours de la période;
 - b) les charges totales du fonds d'investissement, à l'exclusion des distributions comptabilisées en charges, le cas échéant, des courtages et des autres coûts d'opérations de portefeuille, avant impôts sur le résultat, pour la période.
- 2) Le fonds d'investissement qui court un risque attribuable à l'emploi de dérivés liés à un ou à plusieurs autres fonds d'investissement au cours d'un exercice ou d'une période intermédiaire calcule le ratio des frais de gestion pour cette période comptable conformément au paragraphe 1) en traitant chacun de ces fonds d'investissement comme un « fonds sous-jacent ».
 - 3) Le paragraphe 2) ne s'applique pas lorsque les dérivés n'exposent pas le fonds d'investissement au risque d'engager des charges qui découleraient de placements directs dans les fonds d'investissement visés.
 - 4) Les frais de gestion qu'un fonds sous-jacent remet à un fonds d'investissement qui investit dans le fonds sous-jacent sont déduits des charges totales du fonds sous-jacent si l'objet de la remise est d'éviter le dédoublement des frais de gestion entre les deux fonds d'investissement.

PARTIE 16 OBLIGATIONS DE DÉPÔT ADDITIONNELLES

16.1 Champ d'application

La présente partie s'applique au fonds d'investissement qui est émetteur assujetti.

16.2 Obligations de dépôt additionnelles

Le fonds d'investissement dépose un exemplaire de tout document d'information qu'il envoie à ses porteurs, à l'exception de tout document prévu par la présente règle, à la date de l'envoi ou le plus tôt possible après cette date.

16.3 Résultats du vote

Aussitôt après une assemblée des porteurs à l'occasion de laquelle une question a été soumise au vote, le fonds d'investissement dépose un rapport indiquant pour chaque question soumise au vote :

- a) une brève description de la question et le résultat du vote;
- b) si le vote a eu lieu au scrutin secret, y compris tout vote sur une question à l'égard de laquelle les porteurs votent en personne et par procuration, le nombre et le pourcentage des votes exprimés pour et contre et le nombre d'abstentions.

16.4 Dépôt des contrats importants

Le fonds d'investissement qui n'est pas assujéti à la Norme canadienne 81-101 sur *le régime de prospectus des organismes de placement collectif* ou à un texte de la législation en valeurs mobilières qui prévoit une obligation analogue dépose un exemplaire de tout contrat important du fonds d'investissement qui n'a pas déjà été déposé ou toute modification d'un contrat important qui n'a pas déjà été déposée :

- a) soit avec le prospectus définitif du fonds d'investissement;
- b) soit à la signature du contrat important ou de la modification.

16.1.1. Champ d'application

La présente partie s'applique au fonds d'investissement qui est émetteur assujéti.

16.1.2. Obligation d'avoir un site Web désigné

- 1) Le fonds d'investissement désigne un site Web admissible sur lequel il entend afficher l'information prévue par la législation en valeurs mobilières.
- 2) Dans le présent article, un «site Web admissible» d'un fonds d'investissement s'entend du site Web qui satisfait aux conditions suivantes :
 - a) il est accessible au public;
 - b) il est établi et maintenu par le fonds d'investissement ou pour son compte par l'une ou plusieurs des personnes suivantes :

- i) son gestionnaire;
 - ii) une personne ou société désignée par son gestionnaire.
- 3) Le site Web désigné visé au paragraphe 1 doit être indiqué comme tel dans la mention prévue aux rubriques suivantes, selon le cas :
 - a) la rubrique 19.13 de l'Annexe 41-101A2 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*, si les derniers titres placés par le fonds d'investissement l'ont été au moyen d'un prospectus établi conformément à cette annexe;
 - b) la rubrique 2.18 de la partie D de l'Annexe 41-101A3 de cette règle, si les derniers titres placés par le plan de bourses d'études l'ont été au moyen d'un prospectus établi conformément à cette annexe;
 - c) la rubrique 4.19 de l'Annexe 81-101A1 de la Norme canadienne 81-101 sur le *régime de prospectus des organismes de placement collectif*, si les derniers titres placés par l'OPC l'ont été au moyen d'un prospectus établi conformément à cette annexe;
 - d) la rubrique 10.11 de l'Annexe 81-101A2 de cette règle, si le fonds d'investissement est tenu de déposer une notice annuelle conformément à l'article 9.2 de la présente règle.

PARTIE 17 DISPENSE

17.1 Dispense

- 1) L'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie de la présente règle, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles la dispense peut être subordonnée.
- 2) Malgré le paragraphe 1), en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une dispense de l'application de toute partie de la présente règle.

PARTIE 18 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

18.1 Date d'entrée en vigueur

La présente règle entre en vigueur le 1^{er} juin 2005.

18.2 [Abrogé]

18.3 [Abrogé]

18.4 [Abrogé]

18.5 [Abrogé]

18.5.1. Transition aux IFRS

- 1) Pour la première période intermédiaire de l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2014, le fonds d'investissement dépose, avec son rapport financier intermédiaire pour cette période, un état de la situation financière d'ouverture à la date de transition aux IFRS.
- 2) Pour le premier exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2014, le fonds d'investissement dépose, avec ses états financiers annuels pour cet exercice, un état de la situation financière d'ouverture audité à la date de transition aux IFRS.
- 3) Malgré les articles 3.1 à 3.4 et 3.6, pour les exercices ouverts avant le 1^{er} janvier 2014, le fonds d'investissement peut, dans ses états financiers, présenter des postes et utiliser la terminologie conformes à ceux de l'exercice précédent.

18.5.2. Prêts de titres

Pour les exercices ouverts avant le 1^{er} janvier 2016, le fonds d'investissement n'est pas tenu de se conformer aux obligations prévues aux paragraphes 4 et 5 de l'article 3.8.

18.6 Dispenses existantes

- 1) Le fonds d'investissement qui bénéficie d'une dispense des obligations d'information continue, d'une dérogation à ces obligations ou d'une approbation prévue par la législation en valeurs mobilières, l'Instruction générale canadienne C-39 sur les *organismes de placement collectif*, la Norme canadienne 81-101 sur le *régime de prospectus des organismes de placement collectif*, la Norme canadienne 81-102 sur les *fonds d'investissement*, la Norme canadienne 81-104 sur les *Fonds marché à terme* ou la Norme canadienne 81-105 sur *Les pratiques commerciales des organismes de placement collectif* est dispensé de l'application de toute disposition analogue de la présente règle, dans la même mesure et aux mêmes conditions, à moins que l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières n'ait révoqué la dispense, la dérogation ou l'approbation en vertu de la législation en valeurs mobilières.
- 2) Le fonds d'investissement qui compte se prévaloir du paragraphe 1) relativement à une obligation de dépôt prévue par la présente règle indique par écrit à l'autorité en valeurs mobilières :
 - a) la nature de la dispense, de la dérogation ou de l'approbation antérieure, ainsi que la date à laquelle elle a été octroyée;

- b) la disposition visée par la dispense, la dérogation ou l'approbation antérieure, ainsi que la disposition analogue de la présente règle.

ANNEXE 81-106A1
CONTENU DES RAPPORTS ANNUEL ET INTERMÉDIAIRE DE LA DIRECTION
SUR LE RENDEMENT DU FONDS

PARTIE A INSTRUCTIONS ET INTERPRÉTATION

Rubrique 1 Généralités

a) Objet de l'annexe

La présente annexe décrit l'information requise dans le rapport de la direction sur le rendement du fonds, annuel ou intermédiaire, (le « rapport de la direction ») déposé par les fonds d'investissement. Chaque rubrique de la présente annexe définit les règles concernant l'information ou son mode de présentation. Les instructions qui aideront à respecter ces règles sont en italique.

b) Langage simple

Le rapport de la direction doit présenter l'information requise de façon concise et dans un langage simple au sens de la Norme canadienne 81-101 sur *le régime de prospectus des organismes de placement collectif*. On se reportera à la partie 1 de l'Instruction générale relative à la Norme canadienne 81-106 pour un exposé concernant la simplicité du langage et la présentation.

Les personnes qui rédigent le rapport de la direction doivent répondre de façon aussi simple et directe que possible et ne fournir que les renseignements qui sont nécessaires pour comprendre les questions sur lesquelles porte l'information fournie.

c) Mode de présentation

Le rapport de la direction doit être présenté sous une forme qui en facilite la lecture et la compréhension. La présente annexe n'impose pas l'utilisation d'un mode de présentation particulier à cette fin, sauf dans le cas des faits saillants financiers et du rendement passé comme il est prévu aux rubriques 3 et 4 de la partie B et de la partie C; cette information doit être présentée sous la forme indiquée par la présente annexe.

Le rapport de la direction doit contenir les rubriques et les sous-rubriques indiquées dans la présente annexe. À l'intérieur de ce cadre, les fonds d'investissement sont encouragés à utiliser, s'il y a lieu, des tableaux, des légendes, des points vignettes ou d'autres techniques qui facilitent la présentation claire et concise de l'information requise. Il est inutile de répéter ailleurs l'information fournie sous une rubrique. Le rapport intermédiaire de la direction doit contenir les mêmes rubriques que le rapport annuel de la direction.

La présente annexe n'interdit pas de présenter plus d'information qu'elle n'en prévoit. Le fonds d'investissement peut donc inclure des illustrations et du matériel

pédagogique au sens de la Norme canadienne 81-101 *sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif* dans le rapport annuel ou intermédiaire de la direction. Toutefois, il doit veiller à ce que l'inclusion de ce matériel n'obscurcisse pas l'information prévue et n'allonge pas le rapport de la direction de façon excessive.

d) Priorité à l'information importante

Il n'est pas nécessaire de donner de l'information qui n'est pas importante, de fournir l'information prévue aux rubriques de la présente annexe qui ne s'appliquent pas à la situation du fonds ni de le préciser.

e) Importance

L'information est importante lorsque la décision d'un investisseur raisonnable de souscrire, de faire racheter ou de conserver des titres du fonds serait différente si l'information en question était passée sous silence ou formulée de façon incorrecte. Pour évaluer l'importance de l'information, il faut tenir compte de facteurs tant quantitatifs que qualitatifs.

f) Terminologie

Dans la présente annexe, les expressions « actif net » et « actif net par titre » s'entendent du total des capitaux propres ou de l'actif net attribuable aux porteurs établi conformément aux PCGR canadiens et présenté dans les états financiers du fonds d'investissement, tandis que les expressions « valeur liquidative » et « valeur liquidative par titre » s'entendent de la valeur liquidative calculée conformément à la partie 14 du règlement.

Dans le tableau « Actif net par [part/action] », le fonds d'investissement doit utiliser l'actif net présenté dans les états financiers. Tout autre calcul aux fins du rapport de la direction doit reposer sur la valeur liquidative.

Rubrique 2 Analyse du rendement par la direction

Le rapport de la direction contient une analyse par la direction et des explications supplémentaires conçues pour compléter et accompagner les états financiers du fonds d'investissement. C'est l'équivalent du rapport de gestion déposé par les sociétés par actions, mais modifié pour tenir compte des particularités des fonds d'investissement. L'analyse par la direction permet au gestionnaire du fonds d'investissement d'expliquer la situation et les résultats financiers de celui-ci au cours de la période visée. Elle permet au lecteur de voir le fonds d'investissement du point de vue de la direction en présentant une analyse historique et prospective des activités de placement et des opérations du fonds d'investissement. Combinée aux faits saillants financiers, cette information devrait aider le lecteur à évaluer la performance et les perspectives d'avenir du fonds d'investissement.

L'analyse par la direction doit être centrée sur l'information importante touchant la performance du fonds d'investissement, et insister tout particulièrement sur les tendances, engagements, événements, risques ou incertitudes importants connus qui, de l'avis du gestionnaire, auront une incidence appréciable sur le rendement futur ou les activités de placement.

La description des renseignements à fournir est délibérément générale. Dans la présente annexe, les instructions précises sont réduites au minimum afin de permettre au fonds d'investissement de présenter ses activités de la façon la plus appropriée et de l'encourager à rédiger ses commentaires en fonction de sa situation particulière.

PARTIE B CONTENU DU RAPPORT ANNUEL DE LA DIRECTION

Rubrique 1 Mention sur la page de titre

La page de titre du rapport annuel de la direction contient une mention dans la forme suivante ou dans une forme équivalente :

« Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets du fonds d'investissement. Vous pouvez obtenir les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en appelant au [numéro de téléphone sans frais ou à frais virés], en nous écrivant à [adresse] ou en consultant notre site Web [adresse du site Web désigné] ou le site Web de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com.

Vous pouvez également obtenir de cette façon le rapport financier intermédiaire les politiques et procédures de vote par procuration, le dossier de vote par procuration et l'information trimestrielle sur le portefeuille. »

INSTRUCTIONS

Si le rapport de la direction est relié avec les états financiers du fonds d'investissement, la page de titre doit être modifiée en conséquence.

Rubrique 2 Analyse du rendement par la direction

2.1 Objectif et stratégies de placement

Fournir sous le titre « Objectif et stratégies de placement » un bref résumé de l'objectif et des stratégies de placement fondamentaux du fonds d'investissement.

INSTRUCTIONS

L'information sur l'objectif de placement fondamental fournit aux investisseurs un point de référence afin d'apprécier l'information contenue dans le rapport de la direction. Cet exposé doit constituer un résumé concis de l'objectif et des stratégies de placement fondamentaux du fonds d'investissement, et non une simple reproduction du texte du prospectus.

2.2 Risque

Indiquer sous le titre « Risque » l'incidence que les changements intervenus au cours de l'exercice ont eue sur le niveau de risque global d'un placement dans les titres du fonds d'investissement.

INSTRUCTIONS

Ne pas reprendre simplement les renseignements contenus dans le prospectus du fonds d'investissement; traiter plutôt des changements dans le niveau de risque du fonds d'investissement au cours de l'exercice.

Analyser l'incidence de la variation du risque d'un placement dans des titres du fonds d'investissement sur l'adéquation par rapport aux besoins des investisseurs ou le niveau de tolérance au risque indiqué dans le prospectus ou le document de placement. Les fonds d'investissement doivent suivre les rubriques 9 et 10 de la partie B de l'Annexe 81-101A1 comme si elles s'appliquaient à eux.

2.3 Résultats d'exploitation

- 1) Sous le titre « Résultats d'exploitation », résumer les résultats d'exploitation du fonds d'investissement pour l'exercice visé par l'analyse du rendement par la direction, en fournissant les informations suivantes :
 - a) les changements importants concernant les placements dans des éléments d'actif précis du portefeuille et dans la composition globale du portefeuille par rapport à l'exercice précédent;
 - b) la relation de la composition du portefeuille et de ses changements avec l'objectif et les stratégies de placement fondamentaux ou avec les changements de l'économie ou des marchés ou des événements exceptionnels;
 - c) les tendances inhabituelles des rachats ou des placements, ainsi que leur incidence sur le fonds d'investissement;
 - d) les changements et éléments significatifs des produits des activités ordinaires et charges;

- e) les risques, les événements, les tendances et les engagements qui ont eu une incidence importante sur le rendement passé;
 - f) les opérations ou événements inhabituels ou peu fréquents, les changements d'ordre économique et les aspects pertinents de la conjoncture qui ont eu une incidence sur le rendement.
- 2) Le fonds d'investissement qui emprunte des fonds, exception faite de tout découvert de trésorerie non important, indique :
- a) le minimum et le maximum des fonds empruntés au cours de l'exercice;
 - b) le pourcentage de l'actif net du fonds d'investissement que représentent les emprunts à la fin de la période;
 - c) l'emploi des fonds empruntés;
 - d) les modalités des emprunts.
- 3) Le fonds d'investissement qui utilise l'effet de levier fournit l'information suivante :
- a) une brève explication des sources d'effet de levier, y compris l'emprunt de fonds, la vente à découvert ou l'emploi de dérivés visés, utilisées au cours de la période de présentation;
 - b) l'ampleur minimale et maximale de l'exposition globale à ces sources d'effet de levier au cours de l'exercice;
 - c) une brève explication de la signification de l'ampleur minimale et de l'ampleur maximale de l'exposition globale à ces sources d'effet de levier pour lui, y compris l'incidence de l'emploi de dérivés visés dans un but de couverture.

INSTRUCTIONS

- 1) *Expliquer les variations qu'a connu le rendement du fonds d'investissement et en indiquer les raisons. Ne pas indiquer uniquement la variation des montants constatés aux postes des états financiers d'une période à l'autre. Éviter les phrases toutes faites. L'analyse doit être établie de façon à aider un lecteur raisonnable à comprendre les facteurs significatifs qui ont eu une incidence sur le rendement du fonds d'investissement.*
- 2) *Pour l'application de l'alinéa b du paragraphe 3 de la rubrique 2.3, le fonds d'investissement doit calculer son exposition globale aux sources d'effet de levier conformément à l'article 2.9.1 de la Norme canadienne 81-102 sur les fonds d'investissement.*

- 3) *Dans l'analyse de l'incidence de l'emploi de dérivés visés dans un but de couverture sur le calcul de son exposition globale aux sources d'effet de levier, le fonds d'investissement doit indiquer la mesure dans laquelle son exposition globale a été réduite par la soustraction de la valeur notionnelle de ses positions sur dérivés visés qui sont des opérations de couverture tel qu'il est prévu à l'alinéa c du paragraphe 2 de l'article 2.9.1 de la Norme canadienne 81-102 sur les fonds d'investissement.*

2.4 Événements récents

Sous le titre « Événements récents », analyser les événements touchant le fonds d'investissement, et notamment :

- a) les changements connus dans la position stratégique du fonds d'investissement;
- b) les tendances, engagements, incertitudes ou événements importants qui sont connus et dont on peut raisonnablement penser qu'ils auront une incidence importante sur le fonds d'investissement;
- c) les changements concernant le gestionnaire, le conseiller en valeurs ou le contrôle du gestionnaire;
- d) les effets de toute réorganisation, fusion ou opération analogue intervenue ou prévue;
- e) les conséquences prévues des modifications de méthodes comptables après la clôture de l'exercice;
- f) les changements dans la composition du comité d'examen indépendant du fonds d'investissement ou concernant ses membres.

INSTRUCTIONS

- 1) *L'établissement de l'analyse par la direction amène nécessairement à faire certaines prévisions ou projections. L'analyse du rendement doit décrire non seulement les événements, décisions, circonstances, possibilités et risques prévus dont la direction estime raisonnablement qu'ils auront une incidence importante sur le rendement, mais aussi la vision, la stratégie et les cibles de la direction.*
- 2) *Il n'est pas nécessaire de fournir de l'information financière prospective. Si cette information est fournie, l'accompagner d'une indication de sa nature, d'une description des facteurs qui pourraient entraîner un écart important entre l'information prospective et les résultats, d'un exposé des hypothèses importantes et des risques, ainsi que d'une mise en garde. Expliquer également toute information financière prospective portant sur un exercice précédent qui*

peut être trompeuse en l'absence d'explications, compte tenu d'événements survenus ultérieurement.

2.5 Opérations entre parties liées

Sous le titre « Opérations entre parties liées », analyser toute opération entre le fonds d'investissement et les parties liées.

INSTRUCTIONS

- 1) *Pour déterminer les parties liées, on se reportera au Manuel de l'ICCA. Les parties liées comprennent également le gestionnaire et le conseiller en valeurs (ou les personnes appartenant au même groupe qu'eux) et tout courtier lié au fonds d'investissement, à son gestionnaire ou à son conseiller en valeurs.*
- 2) *Dans l'analyse des opérations entre parties liées, indiquer l'identité des parties liées, leur relation avec le fonds d'investissement, l'objet de chaque opération, la base d'évaluation utilisée pour déterminer le montant comptabilisé et tout engagement en cours envers ces parties liées.*
- 3) *Les opérations entre parties liées comprennent les opérations de portefeuille avec des parties liées au fonds d'investissement. Dans l'analyse de ces opérations, indiquer le montant et la répartition des commissions ou des autres frais payés par le fonds d'investissement aux parties liées.*
- 4) *Dans le cas où le fonds d'investissement a un comité d'examen indépendant, indiquer si le fonds s'est fondé sur la recommandation positive ou sur l'approbation du comité pour conclure l'opération, et préciser toute condition ou modalité à laquelle celui-ci a subordonné l'opération.*
- 5) *La présente rubrique ne s'applique pas au fonds d'investissement qui se conforme à l'article 2.5 de la Norme canadienne 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement.*

Rubrique 3 Faits saillants financiers

3.1 Faits saillants financiers

- 1) Sous le titre « Faits saillants financiers », présenter les faits saillants financiers concernant le fonds d'investissement, sous la forme des tableaux suivants, remplis comme il se doit, et précédés de la mention suivante :

« Les tableaux qui suivent font état de données financières clés concernant le fonds et ont pour objet de vous aider à comprendre ses résultats financiers [pour le/les] [indiquer le nombre] dernier[s] exercice[s]. »

Actif net par [part/action] ⁽¹⁾

	[exercice]	[exercice]	[exercice]	[exercice]	[exercice]
Actif net en début d'exercice	\$	\$	\$	\$	\$
Augmentation (diminution) provenant de l'exploitation					
Total des produits des activités ordinaires	\$	\$	\$	\$	\$
Total des charges [à l'exclusion des distributions]	\$	\$	\$	\$	\$
Gains (pertes) réalisés	\$	\$	\$	\$	\$
Gains (pertes) non réalisés	\$	\$	\$	\$	\$
Augmentation (diminution) totale provenant de l'exploitation ⁽²⁾	\$	\$	\$	\$	\$
Distributions					
du revenu net de placement (sauf les dividendes)	\$	\$	\$	\$	\$
des dividendes	\$	\$	\$	\$	\$
des gains en capital	\$	\$	\$	\$	\$
remboursement de capital	\$	\$	\$	\$	\$
Distributions annuelles totales ⁽³⁾	\$	\$	\$	\$	\$
Actif net au [dernier jour de l'exercice] de l'exercice indiqué	\$	\$	\$	\$	\$

- 1) Ces renseignements proviennent des états financiers annuels audités du fonds. L'actif net par titre présenté dans les états financiers diffère de la valeur liquidative calculée aux fins d'établissement du prix des titres. [Ces écarts sont expliqués dans les notes des états financiers/Cet écart s'explique par [fournir l'explication].]
- 2) L'actif net et les distributions sont fonction du nombre réel de [parts/actions] en circulation au moment considéré. L'augmentation ou la diminution provenant de l'exploitation est fonction du nombre moyen pondéré de [parts/actions] en circulation au cours de la période comptable.
- 3) Les distributions ont été [payées en espèces/réinvesties en [parts/actions] additionnelles du fonds d'investissement, ou les deux].

Ratios et données supplémentaires

	[exercice]	[exercice]	[exercice]	[exercice]	[exercice]
Valeur liquidative totale (en milliers) ⁽¹⁾	\$	\$	\$	\$	\$
Nombre de [parts/actions] en circulation ⁽¹⁾					
Ratio des frais de gestion ⁽²⁾	%	%	%	%	%
Ratio des frais de gestion avant renoncations et prises en charge	%	%	%	%	%
Ratio des frais d'opérations ⁽³⁾	%	%	%	%	%
Taux de rotation du portefeuille ⁽⁴⁾	%	%	%	%	%
Valeur liquidative par [part/action]	\$	\$	\$	\$	\$
Cours de clôture [le cas échéant]	\$	\$	\$	\$	\$

- 1) *Données au [indiquer la date de clôture de l'exercice] de l'exercice indiqué.*
- 2) *Le ratio des frais de gestion est établi d'après le total des charges de l'exercice indiqué (à l'exclusion [des distributions,] des courtages et des autres coûts d'opérations de portefeuille) et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne au cours de la période.*
- 3) *Le ratio des frais d'opérations représente le total des courtages et des autres coûts d'opérations de portefeuille et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne au cours de la période.*
- 4) *Le taux de rotation du portefeuille du fonds indique dans quelle mesure le conseiller en valeurs du fonds gère activement les placements de celui-ci. Un taux de rotation de 100 % signifie que le fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de l'exercice. Plus le taux de rotation au cours d'un exercice est élevé, plus les frais d'opérations payables par le fonds sont élevés au cours d'un exercice, et plus il est probable qu'un porteur réalisera des gains en capital imposables au cours de l'exercice. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds.*

2) **[Abrogé]**

3) Apporter les modifications nécessaires au tableau dans le cas d'une société d'investissement à capital variable.

4) Les faits saillants financiers doivent être présentés pour chaque catégorie ou série dans le cas d'un fonds à catégories multiples.

- 5) Les sommes par part ou par action sont arrondies au cent et les pourcentages sont arrondis à deux décimales.
- 6) Sauf en ce qui concerne l'actif net, la valeur liquidative et les distributions, calculer la valeur par part/action en fonction du nombre moyen pondéré de parts/actions en circulation au cours de la période comptable.
- 7) Présenter les principales données financières à fournir sous la présente rubrique par ordre chronologique pour chacun des cinq derniers exercices du fonds d'investissement pour lesquels des états financiers audités ont été déposés, l'information du tout dernier exercice devant figurer dans la première colonne de gauche du tableau.
 - 7.1) Les alinéas suivants s'appliquent :
 - a) pour les exercices ouverts avant le 1er janvier 2014, les faits saillants financiers peuvent être tirés des états financiers du fonds d'investissement établis conformément au paragraphe 1 de l'article 2.6 de la règle;
 - b) pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014, tirer les faits saillants financiers des états financiers du fonds d'investissement établis conformément au paragraphe 2 de l'article 2.6 de la règle;
 - c) malgré l'alinéa a, présenter dans le rapport de la direction sur le rendement du fonds pour l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2014 les faits saillants financiers de l'exercice précédent tirés des états financiers établis conformément au paragraphe 2 de l'article 2.6 de la règle;
 - d) si les faits saillants financiers se rapportent à la fois à des périodes ouvertes avant le 1er janvier 2014 et à des périodes ouvertes à compter de cette date, indiquer les principes comptables applicables à chaque période dans une note au tableau.
- 8) Si le fonds d'investissement a fusionné avec un autre fonds d'investissement, ne donner dans le tableau que l'information financière du fonds d'investissement résultant de la fusion.
- 9) Calculer le ratio des frais de gestion du fonds d'investissement conformément à la partie 15 de la règle. Exposer brièvement la méthode de calcul de ce ratio dans une note accompagnant le tableau.
- 10) Si le fonds d'investissement a apporté ou projette d'apporter l'un des changements suivants et que celui-ci aurait modifié le ratio des charges opérationnelles totales du dernier exercice révolu s'il avait été appliqué tout au long de cet exercice, préciser son incidence sur le ratio dans une note accompagnant le tableau « Ratios et données supplémentaires » :

- a) une modification du mode de calcul des frais de gestion ou des autres frais ou charges qui lui sont facturés;
 - b) l'introduction de nouveaux frais.
- 11) Ne pas donner d'information concernant le taux de rotation du portefeuille pour un OPC marché monétaire.
- 12) Calculer le ratio des frais d'opérations comme suit :
- a) en divisant :
 - i) le total des courtages et autres coûts d'opérations de portefeuille indiqués dans l'état des résultats;
 - ii) par le dénominateur utilisé pour calculer le ratio des frais de gestion;
 - b) si le fonds d'investissement effectue des placements dans des titres d'autres fonds d'investissement, en utilisant le mode de calcul du ratio des frais de gestion prévu à l'article 15.2 de la règle, en fonction d'hypothèses ou d'estimations raisonnables, au besoin.
- 13) N'indiquer le cours de clôture que si les titres du fonds d'investissement sont négociés en bourse.

INSTRUCTIONS

- 1) *Calculer le taux de rotation du portefeuille du fonds d'investissement en divisant le coût des achats ou, s'il est moindre, du produit de la vente des titres en portefeuille, pour l'exercice, par la valeur moyenne des titres en portefeuille appartenant au fonds d'investissement au cours de l'exercice. Calculer la moyenne mensuelle en additionnant les valeurs des titres en portefeuille au début et à la fin du premier mois de l'exercice et à la fin de chacun des 11 mois suivants, et en divisant la somme par 13. Exclure tant du numérateur que du dénominateur les montants qui ont trait à tous les titres en portefeuille qui, à la date de leur acquisition par le fonds d'investissement, ont une échéance de un an ou moins.*
- 2) *Pour l'application de l'instruction 1), inclure :*
- a) *le produit des ventes à découvert dans la valeur des titres en portefeuille vendus au cours de la période;*
 - b) *le coût de la couverture des ventes à découvert dans la valeur des titres en portefeuille acquis au cours de la période;*

- c) les primes payées pour acquérir des options dans la valeur des titres en portefeuille acquis au cours de la période;
- d) les primes reçues de la vente d'options dans la valeur des titres en portefeuille vendus au cours de la période.
- 3) Le fonds d'investissement qui a acquis l'actif d'un autre fonds d'investissement en échange de ses actions au cours de l'exercice exclut du calcul du taux de rotation du portefeuille la valeur des titres acquis et vendus pour réaligner le portefeuille du fonds. Ajuster le dénominateur pour tenir compte de l'exclusion des acquisitions et des ventes. Indiquer celles-ci dans une note.

3.2 Plans de bourses d'études

Le fonds d'investissement qui est un plan de bourses d'études se conforme à la rubrique 3.1 mais remplace les tableaux « Actif net par [part/action] » et « Ratios et données supplémentaires » par le suivant :

Faits saillants financiers et d'exploitation (avec chiffres correspondants)

	[exercice]	[exercice]	[exercice]	[exercice]	[exercice]
État de la situation financière					
Actif total	\$	\$	\$	\$	\$
Actif net	\$	\$	\$	\$	\$
Variation de l'actif net	%	%	%	%	%
État du résultat global					
Bourses d'études	\$	\$	\$	\$	\$
Subvention canadienne pour l'épargne-études	\$	\$	\$	\$	\$
Revenu net de placement	\$	\$	\$	\$	\$
Autres					
Nombre total de [contrats/parts] dans les plans					
Variation du nombre total de contrats	%	%	%	%	%

3.3 Frais de gestion

Indiquer le mode de calcul des frais de gestion payés par le fonds d'investissement et ventiler, en pourcentage de ces frais, les services reçus en contrepartie.

INSTRUCTIONS

Indiquer les principaux services payés au moyen des frais de gestion, notamment la rémunération du conseiller en valeurs, les charges qui ont fait l'objet d'une renonciation ou ont été prises en charge, les commissions de suivi et les frais d'acquisition, le cas échéant. Les services peuvent être regroupés pour qu'il soit impossible d'isoler les renseignements sensibles sur le plan commercial, comme le montant exact de la rémunération versée au conseiller en valeurs ou le profit réalisé par le gestionnaire.

Rubrique 4 Rendement passé

4.1 Généralités

- 1) Le fonds d'investissement se conforme, en ce qui concerne la présente rubrique, aux articles 15.2, 15.3, 15.9, 15.10, 15.11 et 15.14 de la Norme canadienne 81-102 sur les *fonds d'investissement* comme si ces articles s'appliquaient au rapport annuel de la direction.
- 2) Malgré les obligations expresses prévues par la présente rubrique, il ne faut pas présenter d'information sur le rendement à l'égard d'une période si le fonds d'investissement n'était pas émetteur assujetti pendant la totalité de la période.
- 3) Dans les notes figurant au bas du graphique ou du tableau prévu par la présente rubrique, indiquer les hypothèses suivies pour le calcul de l'information sur le rendement, y compris les hypothèses ou estimations utilisées aux fins du calcul du rendement de la position vendeur dans un portefeuille, le cas échéant. Souligner l'importance, pour les placements imposables, de l'hypothèse du réinvestissement des distributions.
- 4) Dans une introduction générale de la section « Rendement passé », indiquer ce qui suit, selon le cas :
 - a) l'information sur le rendement suppose que les distributions du fonds d'investissement au cours des périodes présentées ont été réinvesties en totalité dans des titres additionnels du fonds d'investissement;
 - b) l'information sur le rendement ne tient pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de placement ou autres frais optionnels qui auraient fait diminuer les rendements;
 - c) le rendement passé du fonds d'investissement n'est pas nécessairement indicatif du rendement futur.
- 5) Utiliser une échelle linéaire pour chaque axe du graphique à bandes prévu par la présente rubrique.

- 6) L'axe des X doit couper l'axe des Y à 0 dans le graphique à bandes « Rendements annuels ».

4.2 Rendements annuels

- 1) Présenter, sous le titre « Rendement passé » et le sous-titre « Rendements annuels », un graphique à bandes qui indique, par ordre chronologique en donnant le dernier exercice du côté droit du diagramme, le rendement total annuel du fonds pour le nombre d'exercices suivant :
 - a) chacun des dix derniers exercices;
 - b) chacun des exercices au cours desquels le fonds d'investissement a existé et était émetteur assujetti, si ce nombre est inférieur à dix.
- 2) Dans une introduction au graphique à bandes, indiquer :
 - a) que le graphique à bandes présente le rendement annuel du fonds d'investissement pour chacun des exercices présentés et fait ressortir la variation du rendement du fonds d'investissement d'un exercice à l'autre;
 - b) que le graphique à bandes présente, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation à la hausse ou à la baisse, au dernier jour de l'exercice, d'un placement effectué le premier jour de chaque exercice.
- 3) Si le fonds d'investissement a une position vendeur dans un portefeuille, indiquer séparément le rendement total des positions acheteur et vendeur, en plus du rendement total global.

4.3 Rendements composés annuels

- 1) Si le fonds d'investissement n'est pas un OPC marché monétaire, présenter sous forme de tableau, sous le sous-titre « Rendements composés annuels » l'information suivante :
 - a) le rendement passé du fonds d'investissement pour les périodes de 10 ans, de 5 ans, de 3 ans et d'un an se terminant le dernier jour de l'exercice du fonds d'investissement;
 - b) si le fonds d'investissement est émetteur assujetti depuis plus d'un an et moins de dix ans, son rendement passé à compter de la date de sa création.
- 2) Indiquer dans le tableau, pour les périodes à l'égard desquelles le rendement composé annuel est fourni, le rendement composé annuel historique ou les variations des éléments suivants :

- a) un ou plusieurs indices boursiers généraux pertinents;
 - b) à la discrétion du fonds d'investissement, un ou plusieurs indices financiers non boursiers ou indices boursiers sectoriels qui reflètent les secteurs du marché dans lesquels le fonds d'investissement investit.
- 3) Décrire brièvement le ou les indices boursiers généraux et fournir une analyse du rendement relatif du fonds d'investissement par rapport à ce ou ces indices.
 - 4) Si le fonds d'investissement inclut dans le tableau un indice autre que celui qui est compris dans le dernier rapport de la direction déposé, expliquer les raisons de ce changement et ajouter dans le tableau l'information à fournir sous la présente rubrique pour le nouvel indice et pour l'ancien.
 - 5) Calculer le taux de rendement composé annuel conformément à la partie 15 de la Norme canadienne 81-102.
 - 6) Si le fonds d'investissement a une position vendeur dans un portefeuille, indiquer séparément le rendement composé annuel de la position acheteur et de la position vendeur, en plus du rendement composé annuel global.

INSTRUCTIONS

- 1) *Un « indice boursier général pertinent » correspond à ce qui suit :*
 - a) *il est géré par une organisation qui n'est pas membre du groupe du fonds d'investissement, de son gestionnaire, de son conseiller en valeurs ou de son placeur principal, à moins qu'il ne soit largement reconnu et utilisé;*
 - b) *il a été rajusté par son administrateur afin qu'il tienne compte du réinvestissement des dividendes sur les titres qui le composent ou de l'intérêt sur la dette.*
- 2) *Il peut être pertinent pour un fonds d'investissement qui investit dans divers types de titres de comparer son rendement à un ensemble d'indices pertinents. Par exemple, un fonds équilibré peut souhaiter comparer son rendement à la fois à un indice obligataire et à un indice boursier.*
- 3) *Le fonds d'investissement peut également comparer son rendement à celui d'autres indices boursiers davantage financiers ou sectoriels, ou à une combinaison d'indices, qui reflètent les secteurs du marché dans lesquels il investit ou qui fournissent des éléments de comparaison utiles pour son rendement. Par exemple, le fonds d'investissement pourrait comparer son rendement à un indice qui a mesuré le rendement de certains secteurs du marché boursier, comme les sociétés de communication et les sociétés du secteur financier, ou à un indice non boursier, comme l'indice des prix à la consommation, du moment que la comparaison n'est pas trompeuse.*

4.4 Plans de bourses d'études

Le fonds d'investissement qui est un plan de bourses d'études se conforme à la présente rubrique, mais calcule les rendements annuels et les rendements composés annuels en fonction de son portefeuille total ajusté pour tenir compte des flux de trésorerie.

Rubrique 5 Aperçu du portefeuille

- 1) Présenter sous le titre « Aperçu du portefeuille » un résumé du portefeuille du fonds d'investissement à la fin de l'exercice visé par le rapport de la direction.
- 2) L'aperçu du portefeuille :
 - a) ventile l'ensemble du portefeuille en sous-groupes appropriés et indique le pourcentage de la valeur liquidative globale du fonds d'investissement que représente chaque sous-groupe;
 - b) indique les 25 positions principales du fonds d'investissement, exprimées individuellement en pourcentage de sa valeur liquidative;
 - c) indique séparément les positions acheteur et vendeur;
 - d) indique séparément le pourcentage total de sa valeur liquidative que représentent les positions acheteur et vendeur.
- 3) Indiquer que l'aperçu du portefeuille peut changer en raison des opérations effectuées par le fonds d'investissement et qu'une mise à jour trimestrielle est disponible.

INSTRUCTIONS

- 1) *L'aperçu du portefeuille vise à donner au lecteur une représentation facile à comprendre du portefeuille du fonds d'investissement à la fin de l'exercice visé par le rapport annuel de la direction. Comme pour les autres éléments de ce rapport, on veillera à ce que l'information donnée dans l'aperçu du portefeuille soit présentée d'une manière facile à comprendre.*
- 2) *Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières n'ont pas prescrit de désignations pour les catégories selon lesquelles le portefeuille doit être ventilé. Le fonds d'investissement doit utiliser les catégories les plus appropriées compte tenu de sa nature. Au besoin, un fonds d'investissement peut présenter plus d'une ventilation, par exemple en fonction du type de titres, des secteurs d'activité, des secteurs géographiques, etc.*
- 3) *L'information prévue à l'alinéa 2)a) de la présente rubrique peut être présentée sous forme de diagramme à secteurs plutôt qu'en tableau.*

- 4) *Si le fonds d'investissement détient plus d'une catégorie des titres d'un émetteur, les catégories détenues doivent être regroupées pour l'application de la présente rubrique. Toutefois, il ne faut pas regrouper les titres de créance et les titres de capitaux propres.*
- 5) *Les éléments d'actif du portefeuille autres que des valeurs mobilières doivent être regroupés si leurs risques et profils de placement sont sensiblement identiques. Par exemple, les certificats d'or doivent être regroupés, même s'ils ont été émis par des institutions financières différentes.*
- 6) *Les espèces et les quasi-espèces doivent être traitées comme une catégorie précise et distincte.*
- 7) *Dans le calcul de ses participations aux fins de présentation de l'information requise par la présente rubrique, le fonds d'investissement doit, pour chaque position acheteur qu'il détient sur un dérivé dans un but autre que de couverture et pour chaque part indicielle qu'il détient, considérer qu'il détient directement l'élément sous-jacent de ce dérivé ou sa quote-part des titres détenus par l'émetteur de la part indicielle.*
- 8) *Si le fonds d'investissement investit l'essentiel de son actif, directement ou indirectement au moyen de dérivés, dans les titres d'un autre fonds, n'énumérer que les 25 positions principales de l'autre fonds d'investissement en pourcentage de la valeur liquidative que celui-ci a présentée à la fin du dernier trimestre.*
- 9) *Si le fonds d'investissement investit dans d'autres fonds d'investissement, indiquer que l'on peut consulter le prospectus et d'autres renseignements sur ces autres fonds d'investissement sur le site Web désigné du fonds d'investissement ainsi qu'à l'adresse suivante : www.sedarplus.com.*
- 10) *Le fonds de travailleurs ou de capital de risque indique ses 25 positions principales, mais n'est pas tenu d'exprimer ses placements en capital-risque en pourcentage de la valeur liquidative du fonds s'il se conforme aux conditions de la dispense de l'obligation de présenter séparément la valeur actuelle des placements en capital-risque qui est prévue à la partie 8 de la règle.*

Rubrique 6 Autres renseignements importants

Présenter tout autre renseignement important concernant le fonds d'investissement dont la présentation n'est pas prévue par la présente partie, y compris tout renseignement à fournir conformément à une ordonnance ou à une dispense obtenue par le fonds d'investissement.

PARTIE C CONTENU DU RAPPORT INTERMÉDIAIRE DE LA DIRECTION

Rubrique 1 Mention sur la page de titre

La page de titre du rapport intermédiaire de la direction contient une mention dans la forme suivante ou dans une forme équivalente :

« Le présent rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du fonds contient les faits saillants financiers, mais non le rapport financier intermédiaire ni les états financiers annuels du fonds d'investissement. Vous pouvez obtenir le rapport financier intermédiaire ou les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en appelant au [numéro de téléphone sans frais ou à frais virés], en nous écrivant à [adresse] ou en consultant notre site Web [adresse du site Web désigné] ou le site Web de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com.

Vous pouvez également obtenir de cette façon les politiques et procédures de vote par procuration, le dossier de vote par procuration et l'information trimestrielle sur le portefeuille. »

INSTRUCTION

Si le rapport de la direction est relié avec les états financiers du fonds d'investissement, modifier la page de titre en conséquence.

Rubrique 2 Analyse du rendement par la direction

2.1 Résultats d'exploitation

Mettre à jour l'analyse des résultats d'exploitation du fonds d'investissement présentée dans le rapport annuel de la direction. Exposer tout changement important par rapport aux éléments énumérés à la rubrique 2.3 de la partie B.

2.2 Événements récents

S'il y a eu des événements significatifs touchant le fonds d'investissement depuis le dernier rapport annuel de la direction, analyser ces événements et leur incidence sur le fonds d'investissement conformément à la rubrique 2.4 de la partie B.

2.3 Opérations entre apparentés

Fournir l'information prévue à la rubrique 2.5 de la partie B.

INSTRUCTIONS

- 1) *Si le premier rapport de la direction qui est déposé en vertu de la présente annexe n'est pas un rapport annuel de la direction, il faut fournir toute l'information exigée à la partie B, à l'exception de ce qui est prévu aux rubriques 3 et 4.*

- 2) *Le rapport intermédiaire de la direction vise à fournir au lecteur des renseignements à jour sur les événements importants survenus depuis le dernier rapport annuel de la direction. On tiendra pour acquis que le lecteur a accès à ce rapport. Il n'est donc pas nécessaire de reprendre l'information présentée dans celui-ci.*
- 3) *L'analyse présentée dans le rapport intermédiaire de la direction porte sur la période visée par celui-ci.*

Rubrique 3 Faits saillants financiers

- 1) Présenter l'information prévue à la rubrique 3.1 de la partie B en ajoutant une colonne pour la période intermédiaire dans la partie gauche du tableau.
- 2) Présenter l'information prévue à la rubrique 3.3 de la partie B.

INSTRUCTIONS

S'il n'est pas possible de répartir les distributions par type à la fin de la période intermédiaire, n'indiquer que le total des distributions par part/action.

Rubrique 4 Rendement passé

Donner un graphique à bandes établi conformément à la rubrique 4.2 de la partie B, et indiquer le rendement total calculé pour la période intermédiaire.

Rubrique 5 Aperçu du portefeuille

- 1) Présenter un aperçu du portefeuille à la fin de la période intermédiaire visée par le rapport intermédiaire de la direction.
- 2) L'aperçu du portefeuille est établi conformément à la rubrique 5 de la partie B.

Rubrique 6 Autres renseignements importants

Présenter tout autre renseignement important concernant le fonds d'investissement dont la présentation n'est pas prévue par la présente partie, y compris tout renseignement à fournir conformément à une ordonnance ou à une dispense obtenue par le fonds d'investissement.